

**Fédération Alsace bilingue
Verband zweisprachiges Elsass**

**Les essentiels
(2019-2020)**

Propositions pour la promotion de la langue, de la culture et de l'identité régionales

***Das Wesentliche*
(2019-2020)**

Vorschläge zur Förderung der regionalen Sprache, Kultur und Identität



La fédération Alsace bilingue est heureuse de vous présenter l'essentiel de ses propositions en faveur de la promotion de la langue, de la culture et de l'identité régionales des exercices 2019-2020. Cordialement.

Pierre Klein, président

Sommaire

1. Grand débat national : Appel pour un enseignement généralisé de la langue, de la culture et de l'histoire dites régionales d'Alsace et pour leur promotion dans les médias publics régionaux
2. Langue et culture régionales : état des lieux et perspectives
3. Propositions aux municipalités
4. Appel pour un financement croisé de l'enseignement des langues française et allemande dans le Rhin supérieur
5. Pour des Lieux d'Alsace
6. Définitions de la langue régionale
7. Contribution de la fédération aux politiques à mettre en œuvre par la CeA : <https://www.fab.alsace/contributions-de-la-fab-aux-politiques-a-mettre-en-oeuvre-par-la-cea/>



La fédération regroupe 21 associations qui travaillent à la promotion de la langue et de la culture régionales et, par elles, plusieurs milliers de membres.

Der Verband zweisprachiges Elsass hat das Vergnügen, Ihnen die Essenz ihrer Vorschläge zur Förderung der regionalen Sprache, Kultur und Identität für die Geschäftsjahre 2019-2020 zu präsentieren. Mit freundlichen Grüßen.

Pierre Klein, Präsident

Inhaltsverzeichnis

1. Große nationale Debatte: Aufruf zu einem allgemeinen Unterricht der sogenannten regionalen Sprache, Kultur und Geschichte des Elsass und zu deren Förderung in den regionalen öffentlichen Medien
2. Zweisprachigkeit in Schule und Gesellschaft im Elsass: ein kurzer Überblick
3. Vorschläge an die elsässischen Gebietskörperschaften
4. Aufruf zur Querfinanzierung des Unterrichts für Französisch und Deutsch am Oberrhein
5. Elsässische Kulturzentren: die das Elsass den Elsässern näher bringen!
6. Statuts de l'association / Satzung des Vereins



Der Verband vereint 21 Vereine, die sich für die Förderung der regionalen Sprache und Kultur einsetzen, und über sie mehrere tausend Mitglieder.

Grand débat national

Appel pour un enseignement généralisé de la langue, de la culture et de l'histoire dites régionales d'Alsace et pour leur promotion dans les médias publics régionaux

Nous, signataires de la présente pétition, demandons au pouvoir politique de mettre en œuvre à l'école publique :

- un enseignement bilingue généralisé de la langue régionale d'Alsace¹ selon des modalités permettant aux élèves d'atteindre une compétence équivalente des langues
- et un enseignement également généralisé de l'histoire et de la culture régionales.

Nous demandons aussi que cette politique scolaire trouve un accompagnement dans les médias publics régionaux (**radio et télévision**) dont le cahier de charge doit comporter une réelle politique de promotion de l'histoire et de la culture régionales.

Nous demandons enfin que ces deux domaines, enseignement et médias bilingues et biculturels, soient à l'avenir cogérés par l'Etat et la collectivité alsacienne dans des structures ad hoc restant à créer.

Commentaires proposés sur l'appel

« *Que le français soit la langue commune de tous les Français est chose communément admise, mais pourquoi serait-il la langue unique. Les autres langues de France méritent pleinement reconnaissance et respect, sauf à considérer que la diversité linguistique porte préjudice à l'unité nationale et que la nation française serait une ethnie caractérisée par l'unicité de la langue de la culture et de l'histoire.*

*Or, la France, ce n'est pas cela. La France, c'est d'abord la nation subjective, celle qui se fonde sur le sentiment d'appartenance et la volonté d'être et d'agir ensemble. Celle de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, moment oh combien fondateur de la nation française. Pour nous, la France doit être pensée non plus en nation « ethnocentrée » basée sur l'inclusion de l'identique et sur l'exclusion de l'altérité, mais en **union dans la diversité**. La vraie nature de ce pays est dans la conjugaison des principes universels et de la diversité des cultures, dans le lien entre l'un et le divers, c'est-à-dire dans la démocratie. Elle ne saurait être résumée au triste républicanisme réducteur et uniformisateur.* » Pierre Klein©

Les tout premiers signataires :

¹ **Définition de la langue régionale retenue par la Convention cadre portant sur la politique plurilingue 2015/2030** (document signé par le Ministère de l'Education nationale, la Préfecture d'Alsace, le Conseil régional d'Alsace, les conseils généraux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin) :

« *La langue régionale d'Alsace, dans la convention cadre portant sur la politique régionale plurilingue 2015-2030 (délibération n°CG/2015/7), se définit comme « langue allemande dans sa forme standard et dans ses variantes dialectales (alémanique et francique). Cette définition n'exclut pas la reconnaissance parallèle du welche, du yiddish et du manouche utilisés dans la région en tant qu'expression de sa richesse culturelle et historique. »*

Atzenhoffer Alphonse, maire de Dieffenbach-lès-Woerth ; Atzenhoffer Jean-Philippe, docteur en économie ; Baumann René, professeur honoraire de la Faculté de Médecine de Strasbourg ; Beyer Antoine, professeur des Universités ; **Biehler Jean, maire d'Oberhaslach** ; **Bischoff Jean-Claude, maire de Traubach-le-Bas** ; **Blessig Emile, député honoraire** ; **Boeckler Mathieu, adjoint au maire de Lautenbach-zell / Sengern.** ; **Bonnet Fabien, maire d'Andlau** ; Bourhis Stéphane, Fondateur de Touche Pas à l'Alsace ; **Brender Claude, maire de Fessenheim** ; **Calderoli-Lotz Martine, conseillère régionale** ; **Cattin Jacques, député** ; **Danesi René, sénateur** ; **Daniel BASTIAN Daniel, maire de Dossebheim sur Zinsel** ; **Dany KARCHER, maire de Kolbsheim**

Denise Buhl, conseillère régionale, maire de Metzeral ; Fabian Antoine, syndicaliste, maire honoraire de Roderen, militant associatif pour une démocratie participative ; **Florence Bernard, maire de Hohrod** ; Foessel Cyril, monde associatif ; **Freudenberger Jean-Marie, maire de Wittersdorf** ; Freudenreich Bernard, ; **Frisch Jean-Rodolphe, maire de Pfetterhouse** ; Fritsch Frédéric, dirigeant d'entreprise ; Froehlicher Claude, président d'Eltern Alsace ; **Furst Laurent, député** ; Goetschy Bernard, ; **Goetz Madeleine, maire de Tagsdorf** ; **Gottri Rémy, maire de Berstheim** ; Goulet Vincent, coordinateur de l'association Grenz'up, Mulhouse ; **Grad René maire de Wintershouse** ; Grussenmeyer Paul, monde associatif ; **Habig Michel, vice-président du CD du Haut-Rhin, maire d'Ensisheim** ; Hell Patrick, coordinateur Schick Süd Elsàss Culture et Bilinguisme ; Herzog Robert Paul agrégé de droit public et de science politique ; **Hetzel Patrick, député**

Heydmann Maurice, maire de Norheim ; Hitier Arsène, notaire honoraire et conseiller municipal de Molsheim ; Hitier Marie-Antoinette retraitée EN ; Hugel Martine, directrice d'école retraitée ; **Joerger Francis, maire de Scheibenhard** ; **Jung Clément, maire de Hochstett** ; Jung Jean, monde associatif ; **Jurdant-Pfeiffer Pascale, vice-présidente du CD 67** ; Kauss Alain, ; **Kennel Guy-Dominique, sénateur** ; **Kern Claude, sénateur du Bas-Rhin** ; Kintz Patrick, vice-président de l'ICA ; Klein Jacques Paul, Ambassadeur (ret.), Sous-Secrétaire-Général des Nations Unies (ret.), General de Division de l'Armée de l'Air (ret.) ; Klein Pierre, président de la fédération Alsace bilingue, président de l'ICA ; Klotz Olivier, président du Medef Alsace ; **Lambert Jean-Charles, maire de Stutzheim-Offenheim**

Leguil Aurélie, représentante de l'Apepa au conseil académique des langues régionales ; **Lehmann Gérard, maire de Leutenheim** ; **Lehmann Marie-Paule, conseillère départementale, maire de Scherlenheim** ; **Litzler Thierry, maire de Rosenau** ; Loth Thierry, président de l'Apepa ; Lotz Suzanne, maire de Goxwiller ; **Mensch Jean-Claude, maire d'Ungersheim** ; Metz Marie, comédienne ; **Meyer Alphonse, maire de Zinswiller**

Meyer Jean-Paul, maire de Blotzheim ; Meyer Pierre Peter, ancien directeur général adj. du Conseil régional d'Alsace ; **Muller-Bronn Laurence, vice-présidente du CD du Bas-Rhin, maire de Gerstheim** ; Niedermeyer Jean-Michel, professeur bilingue et LCR ; Oster Louis, ancien bâtonnier ; Ott François, membre du bureau de l'ICA ; **Oury Nicole, maire de Diemerigen** ; Peter Armand, éditeur, militant culturel ; Peter Jean, président d'OMA

Pierre Bihl, vice-président du CD 68, maire de Bergheim ; Puppinck Patrick, président de Sprochrenner ; Rall Paul, Ancien Chef de Cabinet d'Adrien Zeller ; **Reichardt Andre, sénateur** ; **Reiss Frédérique, député** ; Reutenaer Jean-Jacques, pasteur à la retraite

Richard Guy, maire de Wegscheidt ; **Richard Hamm, maire-adjoint d'Illkirch Graffenstaden** ; Rueher André, Maire de Wahlbach ; Sander Anne, députée européenne ; **Schackis Jean-Pierre, maire de Bust** ; **Schaeffer Dominique, maire de Rorschwihr** ; Schaeffer Jean-Marie, vice-président de l'ICA ; Schall Jeannine, monde associatif ; **Schellenberger Raphaël, député** ; Scherb Henri, président honoraire de Heimetsproch un Tradition ; **Schillinger Patricia, sénatrice du Haut-Rhin** ; **Schittly Bernard, maire de Guevenatten** ; **Schlosser Charles, maire de Lembach** ; **Schuler Georges, conseiller régional, maire de Reichstett** ; Sordi Michel, maire de Cernay, député honoraire ; Straumann Eric, député ; **Thielen Pierre, maire de Gresswiller**

Thierry Delobel, président de la FLAREP ; **Troendlé Catherine**, sénatrice ; **Troestler Etienne**, directeur du FEC ; **Ueberschlag André**, maire de Knoeringue ; **Vogel Justin**, conseiller régional, président de l'OLCA ; Vonfelt Emilie, vice-présidente de l'ICA ; Weiss François, docteur en linguistique ; **Werner Patrice**, maire de Munwiller ; Westermann Charles, proviseur honoraire. ; Zeter Jean-Daniel, vice-président honoraire du conseil général du Bas-Rhin ; **Zimmermann Alain**, maire de Weislingen

Langue et culture régionales : état des lieux et perspectives

I. De la définition de la langue régionale

La langue française est la langue commune de tous les Français. La langue régionale d'Alsace que tous les Alsaciens doivent pouvoir partager est la langue allemande sous sa double forme **standard** et **dialectale**. Outre le français et l'allemand, le roman lorrain et franc-comtois (welche), le yiddish, le romani, le yéniche et les langues issues de l'immigration récente (langues d'origine) sont aussi des langues d'Alsace. Les dialectes parlés en Alsace participent des familles alémanique et francique.

Ce double caractère de la langue régionale d'Alsace prend appui non seulement sur l'histoire linguistique et culturelle de la région, elle se veut de permettre pour l'avenir la communication avec quelque 120 millions de citoyens européens d'expression allemande et la participation conjointe à deux grandes cultures européennes, la française et l'allemande, deux grandes économies aussi.

Ce double caractère est très largement compris et admis par les collectivités politiques alsaciennes, notamment au travers des assises de la langue et de la culture régionales et par la charte territoriale des villes d'Alsace en faveur de la langue régionale..., par la ministère de l'Éducation nationale, en particulier dans des circulaires et des conventions, par la fédération Alsace bilingue qui regroupe 21 associations qui travaillent à la promotion de la langue et de la culture régionales...

Ce double caractère doit plus que jamais être pris en compte dans les politiques linguistiques et culturelles à venir et à obtenir, notamment par une présence plus grande des dialectes à l'école.

II. La situation linguistique actuelle (depuis 1960)

La population alsacienne utilise aujourd'hui, à des degrés très divers, trois expressions linguistiques : le français, l'allemand dialectal d'Alsace, « l'Elsasserditsch » et l'allemand standard. L'allemand dialectal d'Alsace est un concept de linguiste. Il n'est pas une langue unifiée ou codifiée, mais vit dans la diversité et c'est en cela qu'il s'agit de dialectes. Il est une langue essentiellement parlée, mais possède aussi une littérature. Il appartient à deux familles de dialectes allemands : les dialectes alémaniques et les dialectes franciques. Il fait partie du domaine dialectal du haut allemand, dont est issu l'allemand littéraire. L'allemand littéraire ou standard, s'il n'a jamais été une langue parlée en Alsace, a par contre toujours été utilisé en tant que langue écrite ou koinè comme dans les autres pays ou régions germanophones².

L'allemand dialectal d'Alsace et l'allemand standard constituent deux formes d'une seule et même langue, la langue allemande. La langue française et la langue allemande appartiennent pleinement au patrimoine linguistique et culturel alsacien et lui confèrent son caractère particulier. Ce patrimoine bilingue, sans cesse menacé par les vicissitudes de l'histoire, par les nationalismes et les intérêts dominants, doit être préservé et consolidé en premier lieu par les Alsaciens eux-mêmes. Le bilinguisme alsacien reste à (re)construire.

² Rappelons que l'apport alsacien à la langue et à la littérature allemande est de première importance : le premier poème (830), la première charte, premier document administratif en langue allemande, (1251), la première chronique 1362, la première bible imprimée 1466), la première messe (1524), le premier roman (1557), le premier journal (1609)... de langue allemande sont alsaciens.

Si la situation ancienne se caractérisait par un maintien (jusqu'au milieu du XX^e siècle) de la langue et de la culture allemandes, tant au niveau des dialectes que de l'allemand standard et une lente, mais certaine, progression du français en tant que langue nationale et en tant que langue de culture, la situation depuis les années 1960 se caractérise par :

- les très grands progrès au niveau de la connaissance et de l'emploi de la langue française, langue officielle et langue nationale, qui est devenue une langue populaire (à partir du milieu du XX^e siècle) et, de plus en plus, la langue maternelle et unique de nombreux Alsaciens (sans doute déjà pour plus de 60 % de la population). Nous assistons à une véritable mutation linguistique en sa faveur. Elle est aujourd'hui, et c'est la première fois de l'histoire de l'Alsace, possédée de tous.
- une nette régression sociale et linguistique des dialectes (quantitative et qualitative) qui trouve son origine à la fois dans une dissociation allemand-dialectes et dans un rejet psychoaffectif de la "Germanodialectophonie", une phonie de classe, une phonie trop apparentée à la langue de l'ennemi et de l'opresseur nazi. Le posttraumatissme consécutif à l'annexion fera son travail dévastateur tant au niveau de la pratique dialectale que de celle du standard. Les jacobins ne feront évidemment rien pour contrecarrer l'autoaliénation alsacienne. L'allemand dialectal d'Alsace, l'"Elsasserditsch", encore prédominant dans le strict cadre familial est quasiment exclu de la vie publique et officielle. Possédé encore par près de 40 % des Alsaciens, mais déjà ignoré par trois quarts des jeunes. Le nombre de locuteurs se situe entre 400 000 et 700 000. Encore faudrait-il tenir compte le niveau de lexical de cette pratique.
- une relégation de l'allemand standard au rang de « langue étrangère » utilisée encore pour satisfaire partiellement les besoins des vieilles générations. L'allemand standard a subi à partir de 1945 des interdits linguistiques à l'école et des restrictions et des contingentements dans la vie culturelle et sociale alsacienne. Il est moyennement maîtrisé par une partie de la population ayant suivi un enseignement secondaire, soit par près de 40% des Alsaciens ; utilisé encore très partiellement dans la presse régionale, les cultes... et surtout par l'intermédiaire des médias (télé, radio, presse) germanophones étrangers (allemands, suisses...) et dans le monde économique et du travail. À partir des années 1970, son enseignement est réintroduit dans le primaire. Des classes maternelles et primaires bilingues paritaires français-allemand sont ouvertes au cours des années 1990, mais sans répondre à toute la demande ;
- la forte régression d'autres langues anciennement présentes comme le Yiddish, le welche (roman lorrain et franc-comtois), le manouche, le yéniche...
- une présence grandissante des langues issues de l'immigration (berbère, arabe, turque, kurde...).

III. Un point sur l'enseignement bilingue

Parce que tout au long de l'histoire la langue dite régionale d'Alsace est une langue à double composante, d'une part l'allemand standard, jadis on disait écrit ou littéraire et d'autre part l'allemand dialectal, l' « Elsasserditsch », l'enseignement de la langue régionale a un caractère particulier par rapport aux autres régions. L'enseignement de la LR peut donc y être présent en tant que langue régionale et en tant que langue vivante, mais pas étrangère, parmi d'autres langues vivantes.

La langue régionale d'Alsace que tous les Alsaciens doivent pouvoir partager est la langue allemande sous sa double forme **standard** et **dialectale**. Outre le français et l'allemand, le roman lorrain et franc-comtois (welche), le yiddish, le romani, le yéniche et les langues issues de l'immigration récente (langues d'origine) sont aussi des langues d'Alsace. Les dialectes parlés en Alsace participent des familles alémanique et francique.

Ce double caractère de la langue régionale d'Alsace prend appui non seulement sur l'histoire linguistique et culturelle de la région³, il se veut de permettre pour l'avenir la communication avec quelque 120 millions de citoyens européens d'expression allemande et la participation conjointe à deux grandes cultures européennes, la française et l'allemande, à deux grandes économies aussi.⁴

Ce double caractère est très largement compris et admis par les collectivités politiques alsaciennes⁵, notamment au travers des assises de la langue et de la culture régionales et par la Charte territoriale des villes d'Alsace en faveur de la langue régionale..., par le ministère de l'éducation nationale, en particulier dans des circulaires et des conventions, par la fédération Alsace bilingue qui regroupe 17 associations qui travaillent à la promotion de la langue et de la culture régionales... Ce double caractère doit complètement être pris en compte dans les politiques linguistiques et culturelles à venir et à obtenir, notamment par **une présence plus grande des dialectes à l'école**⁶.

Si peu de choses se font ou ont été obtenues en dehors de l'école⁷, des progrès ont été opérés à l'école, bien insuffisants, mais néanmoins réels.

Enseignement bilingue, année scolaire 2020-2021 : un état des lieux

Source :https://www.acstrasbourg.fr/?id=9073&tx_kesearch_pi1%5Bsword%5D=bilingue

1. À l'école maternelle.

215 écoles maternelles (212 publiques et 3 privées), soit environ 20 % des écoles maternelles⁸ offrent un cursus bilingue français-allemand standard. On n'y pratique pas l'immersion⁹ ou bain linguistique, mais l'immersion partielle¹⁰.

³ Rappelons que l'apport alsacien à la langue et à la littérature allemande est de première importance : le premier poème (830), la première charte, premier document administratif en langue allemande, (1251) la première chronique (1362), la première bible imprimée (1466), la première messe (1524), le premier roman (1557), le premier journal (1609)... de langue allemande sont alsaciens.

⁴ Pourquoi ferions-nous ce que ni les Suisses, ni les Autrichiens, ni les Sudtyroliens, ni les Belges d'Eupen-Malmédy et d'autres n'ont fait ? Tous ont opté en faveur de l'ouverture à un grand espace linguistique, de l'appropriation d'une grande culture et de l'intégration sociale et économique que confère la koiné allemande, et non pour l'entre-soi et le repli sur leurs seuls dialectes, renonçant ce faisant à une forme d'isolement et de provincialisme. La langue allemande nous permet de faire le lien avec notre histoire et notre culture. Elle nous ouvre au monde germanophone (plus de cent millions de locuteurs en Europe) et à une grande culture, à une grande économie aussi. Pourquoi nous amputerions-nous d'un tel capital et de tels avantages ?

⁵ La dernière en date : Convention opérationnelle portant sur la politique régionale plurilingue dans le système éducatif en Alsace 2018-2022.

⁶ Selon le modèle ABCM-Zweisprachigkeit présenté en fin d'article par exemple.

⁷ Que font par exemple les collectivités (communes, départements, région) en matière de promotion de la langue et de la culture régionales ? Quel est leur investissement, notamment financier en la matière ? Pas même 1 % de leur budget ...

⁸ C'est-à-dire sur quelques 890 écoles maternelles d'Alsace.

⁹ Pédagogie immersive. L'enfant monolingue est plongé (*Sprachbad*) dans une classe où l'on parle une autre langue, la langue seconde. Cette méthodologie se base sur la façon dont l'enfant apprend à parler, sur

2. À l'école primaire¹¹.

- a) **Cursus monolingue.** L'enseignement s'y fait dans la seule langue française, mais 82,5 % de la population scolaire bénéficie d'un enseignement de l'allemand standard (mais non en allemand) à raison en principe de trois heures hebdomadaires (2h d'enseignement de la langue et 1h de culture) dans un cadre appelé cursus monolingue ou allemand renforcé, voire dans certains cas uniquement 1h30.
- b) **Cursus bilingue.** À côté de cela, il y existe un cursus bilingue paritaire français-allemand standard¹². On y enseigne les deux langues et dans les deux langues à raison de la moitié de l'emploi du temps, immersion partielle donc (12h d'enseignement en français et 12h d'enseignement en allemand dans des disciplines linguistiques ou non linguistiques). Environ 31 000 enfants en profitent, c'est-à-dire environ 17,5 % de la population scolaire¹³. **215 écoles élémentaires ont un cursus bilingue (193 publiques et 10 privées)**

3) Au collège.

- a) **Cursus bilingue.** La filière bilingue du primaire n'est pas véritablement poursuivie au collège en ce sens que la parité horaire des enseignements n'existe plus, ni de manière égale sur l'ensemble du territoire alsacien. Cependant, il y existe un cursus dit « bilingue » dans 80 collèges¹⁴ de la 6^{ème} à la 3^{ème} avec en principe quatre heures d'enseignement d'allemand spécifique et d'une moyenne de 2 disciplines autres que linguistiques (DAL¹⁵), également dispensé en allemand (mathématiques, histoire-géographie, éducation musicale, arts plastiques, sciences de la vie et de la Terre,

l'acquisition naturelle de la langue, c'est-à-dire par mimétisme, imitation et reproduction. L'enfant apprend pour ainsi dire sans s'en rendre compte. L'immersion partielle. Elle s'inscrit dans un processus pédagogique qui réserve certes une place importante à la langue seconde, mais la langue première reste fortement présente.

¹⁰ Une présence plus grande doit à l'avenir être réservée aux dialectes à l'école, notamment à l'école maternelle. Mais en aucun cas, il ne doit s'agir de jouer les dialectes contre le standard, d'imposer les eux au détriment de l'autre. Dialectes et standard doivent être proposés aux parents, à eux de choisir. La solution pourrait être de réservier une place au deux en même temps à l'école maternelle comme le fait ABCM-Zweisprachigkeit dans certaines de ses écoles. En tout cas il s'agit d'obtenir de l'éducation nationale qu'elle augmente (considérablement) le nombre d'écoles maternelles offrant un cursus bilingue et qu'elle se mettre à l'immersion, déjà expérimentalement.

¹¹ Il existe quelque 950 écoles primaires en Alsace. Quelque 80 écoles ont des classes bilingues paritaires.

¹² Initialement appelé système intensif. L'enseignement est assuré par un ou deux enseignants. Le principe -un maître une langue- n'est donc pas toujours appliqué. Il s'agit de titulaires avec compétences validées, d'enseignants en formation en ESPE, d'enseignants étranger en échange ou de contractuels payés par les Collectivités. Sont enseignés en allemand les mathématiques, les sciences, l'histoire-géographie, l'EPS et les enseignements artistiques. Le niveau B1 (parler, écrire) et B2 (comprendre à l'oral, lire) sont visés à l'issue du collège.

¹³ Enseignement public et privé sous contrat.

¹⁴ 13 Enseignement public et privé sous contrat.

¹⁵ 14 Sur quelque 176 collèges d'Alsace.

¹⁶ 15 DAL = discipline autre que linguistique, initialement appelées DNL = discipline non linguistique.

physique-chimie, technologie, éducation physique et sportive), offre variable selon les établissements¹⁶.

b) **Cursus bilangue.** Par ailleurs les collèges peuvent proposer une deuxième langue vivante ou régionale en 6ème. 99 % des élèves des collégiens commencent ainsi un enseignement de l'anglais en sixième, couplé à l'allemand.

4) **Au lycée**¹⁷.

La filière bilingue n'existe pas non plus au lycée.

a) On y pratique un enseignement renforcé de l'allemand notamment « en section binationale, en section européenne ou en section spécifique à la voie professionnelle ».

b) On y trouve aussi le cursus Abibac proposé par 18 lycées alsaciens (15 publics et 3 privés). Il conduit dans les lycées généraux à la délivrance simultanée du baccalauréat et de l'Abitur allemand. « Ce cursus prévoit un enseignement spécifique en allemand de 6 heures de langue, littérature et civilisation allemandes, et de 3 à 4 heures d'histoire-géographie par niveau ».

c) Il existe un Azubi-bacpro (Azubi est un raccourci de Auszubildende, un Abibacpro en quelque sorte) dans 7 lycées professionnels.

En résumé

Le cursus bilingue est mis en œuvre dans 525 établissements scolaires (500 publics et 25 privés) :

- écoles maternelles **215** (212 et 3) sur quelque **890**
- écoles élémentaires **203** (193 et 10) sur quelque **950**
- collèges **82** (73 et 9) sur quelque **175**
- lycées **18** (15 et 3) sur quelque **128**
- lycées professionnels **7** (7 et 0) sur quelque **50**

Les avancées à venir et à obtenir

Outre la généralisation de l'enseignement de la langue, ce qui suppose que pour le moins de véritables classes bilingues au collège et au lycée, mais aussi de **l'enseignement de l'histoire et de la culture dites régionales**¹⁸ à l'ensemble de la population scolaire, les avancées à venir et à obtenir seraient celles de la place à réservé dans le dispositif **aux dialectes d'Alsace, et à l'immersion**.

ABCM-Zweisprachigkeit (<http://www.abcmzwei.eu>) pourrait servir d'aiguillon, de modèle et aussi mettre son expérience en la matière au service du système bilingue en général. ABCM pratique déjà dans six de ses écoles une immersion totale à l'école maternelle, à la fois pour le **standard allemand et les dialectes**, à raison de 50 % du temps scolaire. De plus la communication extra salle de classe s'y fait en dialecte. Par contre, le paritaire, c'est-à-dire

16 Le choix est opéré en fonction des ressources humaines de l'établissement.

17 Il existe quelque 128 lycées en Alsace.

¹⁸ L'histoire et la culture dites régionales devraient être enseignées dans un champ dédié. Tout enfant scolarisé en Alsace devrait au cours de sa scolarité bénéficier d'un tel enseignement. L'option LCR, une option culturelle et historique essentiellement en langue française, au lieu d'être supprimée, aurait dû être généralisée.

l'immersion partielle, reprend le dessus au primaire. L'allemand y trouve une place pleine et entière à partir du CP (entièrement en allemand standard), puis à partir du CE1 et jusqu'au CM 2 à raison de 50 % du temps scolaire. Le dialecte trouve une place à partir du CE1, à raison d'environ 10 % du temps scolaire prélevé sur le français.

Concernant l'école maternelle, ce système bénéficié d'un accompagnement scientifique¹⁹ (2017-2021) au travers du **Projet PILE-ABCM** : projet d'immersion en langue standard et dialectale : évaluation de 6 écoles pilotes ABCM à Haguenau, Ingersheim, Mulhouse, Muespach, Gerstheim et Lutterbach **dans 12 classes de maternelles** à triple niveau, ayant 50% d'enseignement en allemand standard et 50% en dialecte.

Ce modèle déjà bien expérimenté devrait être repris par l'éducation nationale qui, d'une part ne pratique pas l'immersion et d'autre part ne réserve quasiment aucune place au dialecte dans le système éducatif.

IV. De récentes bases de politiques linguistiques

On peut citer :

- la Convention-cadre portant sur la politique régionale plurilingue 2015-2030 signée par le préfet d'Alsace, le recteur de l'académie de Strasbourg, les présidents des conseils généraux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin et du conseil régional d'Alsace
- la Convention opérationnelle portant sur la politique régionale plurilingue dans le système éducatif d'Alsace pour la période 2018-2022 signée par les mêmes institutions, sauf que cette fois, c'est la région Grand Est qui signe
- un document Stratégie du bilinguisme du département du Bas-Rhin daté d'octobre 2019
- La CeA a adopté le 20 avril 2021 une stratégie pour le bilinguisme qu'il restera à mettre en œuvre lors de la nouvelle mandature.

V. De quelques propositions et revendications

1. Quels seraient les grands principes d'une politique linguistique et culturelle adéquate ?

Il serait notamment utile de²⁰:

- Introduire à l'université une « professionnalisation », c'est-à-dire le métier, à l'enseignement des langues pour les étudiants à l'enseignement de la langue étudiée ;
- réservier une place aux dialectes d'Alsace ;
- opter résolument pour l'immersion à la maternelle en langue régionale (allemand standard et dialectal), comme le fait ABCM-Zweisprachigkeit ;
- revoir les modalités de recrutement en allemand pour la formation à l'ESPE Master 1 premier degré (MEEF) parcours enseignement bilingue français-allemand ;
- rendre cette formation accessible à un plus grand nombre de candidats ;
- accompagner les futurs enseignants par une formation adéquate vers le niveau requis pour passer le concours du professorat des écoles en langue régionale selon le principe de OUI Si de Parcours Sup. ;

¹⁹ Voir à ce sujet : <https://geigerjaillet.com/accueil/>

²⁰ Voir à ce sujet les Contributions de la FAB à une politique linguistique et culturelle globale pour l'Alsace

- généraliser le parcours "Enseignement bilingue français-allemand (EBFA) à tous les candidats, en supprimant progressivement le parcours "Enseignement polyvalent" (EP) actuel de l'ESPE ;
- permettre à tous les lauréats du concours d'enseigner indifféremment en français et /ou en allemand dans des classes bilingues et monolingues de l'école primaire ;
- étendre cette formation aux sites de Strasbourg ou ponctuellement sur des sites localisés ;
- une fois le vivier d'enseignants formés en langue régionale, ne proposer pour l'académie d'Alsace que le seul concours CRPE externe ou interne régional en nommant les lauréats soit en bilingue, soit en monolingue allemand extensif ;
- permettre d'avoir des connaissances en langue régionale élevées pour tous, tout en maintenant la polyvalence des enseignements spécifiques au premier degré
- opter résolument pour l'immersion à la maternelle en langue régionale (allemand standard et dialectal), comme le fait ABCM-Zweisprachigkeit ;
- soutenir les synergies des équipes en place, concerne notamment les binômes ;
- compenser financièrement l'engagement des enseignants de langue régionale ;
- développer les échanges d'enseignants sur les deux rives du Rhin ;
- faciliter l'engagement d'enseignants locuteurs natifs en langue allemande, dès lors qu'ils sont titulaires dans leur pays, au même niveau de rémunération (au minimum) que les enseignants français ;
- participer financièrement à l'installation d'enseignants venant de pays germanophones ;
- verser une bourse aux étudiants qui se destinent à l'enseignement de la langue régionale ;
- proposer une formation à la langue régionale aux ATSEM ;
- développer une formation initiale pour l'enseignement bilingue pour le second degré ;
- proposer une formation spécifique aux enseignants en DNL/DEL2 ;
- créer une CAPES bivalent ;
- créer un concours de recrutement de professeur des écoles en langue régionale ;
- développer les postes à profil spécifiques ;
- généraliser un enseignement de l'histoire et de la culture régionales (HCR) ;
- proposer une formation initiale et/ou continue aux enseignants intervenants ou voulant intervenir en HCR ;
- créer à leur intention un DU ou un DES ;
- flécher les subventions à l'Université...

Mais aussi

- Mener une expérimentation en faveur des jeunes confiés à la collectivité au titre de l'Aide sociale à l'enfance, expérimentation à construire avec un foyer, dont l'équipe serait volontaire pour s'investir, afin de mettre en place des actions pour sensibiliser ces jeunes à la langue régionale d'Alsace de façon ludique ;
- La collectivité pourrait apporter son soutien au plan linguistique aux territoires c'est-à-dire aux communes et à leurs regroupements par différents leviers :
- contrats de promotion du bilinguisme avec certains EPCI ;
- intégrer une dimension linguistique à un PEPS (projet éducatif partagé et solidaire) ; - constitution pour une collectivité donnée d'un plan d'action linguistique en coopération avec l'OLCA ;
- intégrer des clauses spécifiques d'ordre linguistique dans leur cahier des charges pour la délégation de service public pour le périscolaire ;

- encourager les personnels, notamment les ATSEM intervenant dans les cursus renforcé et bilingue du 1er degré à utiliser le dialecte ; mieux utiliser les partenariats et jumelages avec des communes allemandes ;
- Mise en place d'une signalétique bilingue, voire multilingue dans les bâtiments qui accueillent du public ainsi que les collèges ;
- Organisation de cours d'allemand et d'alsacien pour les agents volontaires du département ;
- Mieux prendre en compte la langue régionale d'Alsace, dans les supports tels que « Tout le Bas-Rhin » ;
- Valoriser davantage la langue et la culture régionales dans la politique culturelle du Département ; prévoir un volet spécifique dans la politique culturelle départementale comprenant l'approche toponymique, l'expression culturelle en langue alsacienne, la valorisation du patrimoine, la mémoire et l'histoire de l'Alsace via l'action des Archives départementales ;
- L'intégration d'un CD de comptines et de berceuses en langue régionale dans le nouveau carnet de santé du Département.

Langue, culture et identité régionales d'Alsace

Propositions aux municipalités

1. Politique communale en matière d'enseignement

Madame la maire, Monsieur le maire, nous avons bien conscience que les propositions que nous vous adressons ne sont pas réalisables du jour au lendemain ni même dans leur entièreté par toutes les communes. Que chacune déjà se pose déjà la question du « faire » et fasse ce qu'elle peut faire ! **Cela dit, nous pensons qu'il est de première importance que les Communes apportent, à leur niveau, leur part à la promotion de la langue, de la culture et de l'identité régionales²¹** et qu'elles accompagnent et soutiennent en particulier l'Éducation nationale dans l'organisation et la mise en œuvre de leur enseignement. À cette fin, nous invitons les Communes d'Alsace :

- à prendre en charge ou à favoriser l'ouverture et le fonctionnement de **crèches ou de haltes-garderies en langue régionale ou bilingues** (français-langue régionale) ;
- à encourager **les parents et élèves à choisir une éducation bilingue** et à fournir à cet effet l'information appropriée. Cette information devrait être organisée en particulier au moment de la naissance des enfants ou au moment de l'inscription des enfants en classe de maternelle ;
- à demander à l'Éducation nationale **l'extension du réseau de classes bilingues paritaires** ;
- à favoriser et à soutenir financièrement **les regroupements pédagogiques** destinés à faciliter l'ouverture et le développement de classes publiques bilingues paritaires ;
- à apporter un soutien à l'association **ABCM-Zweisprachigkeit pour le développement de classes immersives associatives en langue régionale**, en particulier lorsqu'il existe une demande parentale et que l'Éducation nationale n'y répond pas ;
- à veiller à ce que **le personnel administratif** mis à disposition des écoles maternelles (assistantes maternelles ou scolaires, surveillantes de cantines, etc.) ait la capacité de s'adresser aux enfants en langue régionale ;
- à s'engager à ce que la langue régionale soit présente dans **les bâtiments scolaires** relevant de leur gestion (affichages bilingues, nom bilingue de l'école, utilisation de la langue régionale dans les aménagements scolaires, menus de cantine) ;
- à contribuer à fournir aux écoles **du matériel pédagogique** en langue régionale (livres scolaires, supports audios, vidéos ou autres) ;

²¹ **Convention opérationnelle sur la politique régionale plurilingue 2018-2022.** Extrait de la convention :« La Région Grand Est, le département du Bas-Rhin et le département du Haut-Rhin cosignataires de la convention-cadre et de la présente convention opérationnelle conjuguent leurs efforts pour développer une politique régionale plurilingue reposant sur l'apprentissage d'une part du français et d'autre part de **la langue régionale sous ses deux formes : l'allemand standard et les dialectes pratiqués en Alsace**. Cette politique plurilingue doit permettre à chaque habitant du territoire alsacien d'avoir conscience de son appartenance historique, géographique et culturelle à l'espace franco-germano-suisse du Rhin supérieur, d'avoir accès à une offre scolaire permettant de viser un bilinguisme, puis un plurilinguisme opératoire, de valoriser et de renforcer ses compétences dialectales et de prétendre à une employabilité transfrontalière. »

- à veiller à offrir dans le cadre des activités périscolaires **des animations** ayant comme objectif une meilleure connaissance de l'histoire et de la culture régionales reliées à la langue allemande et aux dialectes ;
- à contribuer à l'animation des **cours d'histoire et de culture régionales** donnés dans les établissements scolaires ;
- à organiser en liaison avec les services scolaires **des échanges transfrontaliers** avec des communes et écoles allemandes ou suisses. Dans ce cadre seront promus les échanges linguistiques pour les enfants ;
- à s'associer avec les organisations professionnelles actives sur son territoire (corporations, entreprises, etc.) pour favoriser en liaison avec les services éducatifs, la prise en compte de la langue régionale dans **l'enseignement professionnel**.

2. Politique communale hors enseignement

Nous invitons les communes alsaciennes à mobiliser davantage les engagements et en particulier les budgets culturels des Communes alsaciennes pour la culture régionale. Nous invitons ardemment les Communes à :

- donner une priorité (dans la limite d'un certain pourcentage) au financement de **projets « culture régionale »**. À terme, mise en place d'un quota « culture régionale ». À ce jour, en règle générale seule une partie infime des budgets communaux concerne des projets ayant une dimension « culture régionale » ;
- créer dans toutes les commissions "Culture" une sous-commission spécialement chargée de **veiller à la mise en valeur de la culture et de l'identité régionales**. Ces commissions intégreront une représentation des personnalités, associations ou organisations de promotion de la langue et de la culture régionales ;
- donner aux institutions culturelles qui dépendent d'elles des directives concernant la prise en compte de la culture régionale : **agence culturelle, scènes et relais culturels, etc.** Chaque institution devra soumettre aux Communes de tutelle un **projet de promotion de la culture régionale**. Les cahiers des charges des établissements culturels comporteront une obligation de mettre en valeur la culture régionale ;
- veiller à **une bonne information et formation** en ce qui concerne la langue et la culture régionales du personnel des Communes chargé des affaires culturelles ;
- s'assurer que les **équipements culturels** (bibliothèques, CDI, médiathèques, salles de projection ou cinémas) qui dépendent des subventions publiques offrent une présentation privilégiée d'œuvres en langue régionale ;
- assurer **l'accueil en langue régionale** des personnes qui le souhaitent dans les équipements sociaux et sanitaires relevant de leur responsabilité ;
- participer aux **actions de sensibilisation** des commerçants de leur territoire pour veiller à un accueil en langue régionale des personnes qui le souhaitent ;
- favoriser un **affichage commercial** bilingue sur leur territoire ;
- favoriser le développement de la langue régionale dans les activités liées au **tourisme** ;
- combattre toutes formes de discrimination à l'encontre de l'utilisation de la langue régionale ;
- apporter leur **soutien aux associations et organisations** engagées dans la promotion de la langue et la culture régionales ;
- veiller lorsqu'il existe un **distributeur de télévision** par câble à ce que le cahier des charges comporte une clause de mise à disposition d'un canal pour une télévision locale bilingue ;

- s'engager à réaliser et à diffuser **un livret sur la langue régionale et le bilinguisme** afin de faire connaitre ses composantes, sa richesse, l'intérêt du bilinguisme et les possibilités d'apprentissage de cette langue ;
- s'organiser de sorte que leurs services acceptent les **actes juridiques et les documents** qui leur sont soumis dans la langue régionale ;
- s'organiser de sorte à rendre possible la présentation auprès de leurs services des **demandes orales ou écrites** en dialecte ou en allemand standard ;
- s'engager à ce que dans leurs principaux services **un accueil en dialecte** soit réservé aux personnes qui le souhaitent ;
- publier sous une forme bilingue une partie non inférieure à 10 % **des documents (arrêtés, notifications, avis, informations, documents, etc.)** qu'elles diffusent ;
- s'engager à assurer la publication de leur **journal d'information** en version bilingue (français/allemand standard) et présenter les éditoriaux de leurs magazines sous une forme bilingue ;
- s'engager à assurer le bilinguisme de leurs **sites Internet** ;
- s'engager à organiser la **formation de leur personnel** afin d'améliorer les compétences en langue régionale de celui-ci ;
- s'engager à organiser des **séjours de formation linguistique** pour leur personnel ;
- s'engager à rendre possible **l'expression en langue régionale** pour les membres des assemblées municipales qui le souhaitent ;
- s'engager à encourager la **propagande électorale bilingue** sur son territoire.
- à développer dans les équipements qui les concernent la disposition de techniques de **sur ou sous-titrage** afin de favoriser le recours à la langue régionale ;
- ce que les équipements de **bibliothèques, médiathèques, salles de projection vidéo ou cinémas** qui dépendent d'elles assurent la présentation d'œuvres en langue régionale, selon un quota qu'elles définiront ;
- favoriser le développement **d'échanges culturels** avec des collectivités germanophones de pays voisins ;
- favoriser par des **appels à projets** la production d'œuvres en langue régionale ;
- apporter un concours particulier au théâtre dialectal et au développement d'équipements de surtitrage ;
- créer ou soutenir la création de **lieux de rencontre**, de débats et d'activités culturelles spécialement dédiés à la langue régionale ;
- favoriser **la collecte et la diffusion** des œuvres en langue régionale ;
- ce que les organismes dépendants d'elles et chargés de conduire l'action culturelle intègrent **une représentation** des personnalités, associations ou organisations de promotion de la langue régionale ;
- veiller à une bonne information et formation, en ce qui concerne la langue et la culture régionales, **du personnel chargé des affaires culturelles**.

Plus particulièrement pour les grandes communes

Il conviendrait pour elles :

- de créer un réseau de centres culturels alsaciens ou « **Lieux d'Alsace** », des lieux de rencontre, de débats et d'activités culturelles spécialement dédiés à la langue, à la culture et à l'identité régionales ;
- de créer un **lieu de formation à l'expression en langue régionale pour les professionnels de la parole** (acteurs, journaliste, doubleurs, etc.) ;
- **d'organiser le lien entre activités éducatives relatives à la langue et à la culture régionales et les activités culturelles.** Les Communes favoriseront l'intervention d'acteurs culturels représentatifs de la culture régionale dans les établissements

scolaires, les « jumelages » entre établissements scolaires bilingues et associations culturelles (par exemple théâtres alsaciens) ;

- de prendre des mesures pour **renforcer et soutenir la presse bilingue** : valoriser le supplément allemand des DNA/L'Alsace pour le transformer en véritable supplément allemand de ces publications ;
- de favoriser la création **d'une revue régionale bilingue** axée sur la langue, l'histoire et la culture régionales ;
- En matière de radio, télévision et vidéos, il conviendrait pour elles d'user de leurs compétences et de leurs ressources pour que **les médias régionaux et locaux réservent une place importante aux émissions en langue régionale** ;
- La place de la langue régionale dans **les médias** est de plus en plus réduite. Cette indigence affecte la capacité de transmission de la langue. Dans l'attente d'une régionalisation très hypothétique de l'audiovisuel public, il conviendrait déjà d'agir de manière énergique de concert avec les grands élus pour sauvegarder **l'accès aux chaînes publiques germanophones** de plus en plus menacé et limité par le passage au numérique ;
- Par ailleurs, il conviendrait toujours pour elle de soutenir la diffusion **d'une revue culturelle bilingue régionale** consacrée principalement à la langue, l'histoire et à la culture régionale ;
- de soutenir la création et la diffusion d'une ou plusieurs **revue(s) bilingue(s) pour les jeunes**, intégrant des thèmes modernes et intéressant cette classe d'âge ;
- de favoriser la création d'une **société de doublage de films et DVD** en dialecte alsacien ;
- Il s'agirait aussi d'assurer **la récupération, la préservation et la mise en valeur** des œuvres culturelles (audiovisuelles) en langue régionale.

Toutes les communes devraient dédier la politique en matière de langue et de culture régionales à **un adjoint au maire**. Les communes d'une certaine taille et les groupements communaux devraient en outre confier ce domaine à un **chargé de mission dédié**.

Madame la maire, Monsieur le maire, nous serions heureux de connaître votre sentiment sur les propositions que nous vous soumettons. Nous nous tenons volontiers à votre disposition pour tout développement complémentaire et en particulier, pour participer à toute réunion publique que votre commune organisera sur les thèmes présentés dans ce document. Dans cette intention, la fédération vous propose notamment une présentation PowerPoint intitulée : Histoire, valeur et modernité du bilinguisme alsacien.

Appel pour un financement croisé de l'enseignement des langues française et allemande dans le Rhin supérieur

La coopération franco-allemande, tant au niveau des échanges économiques que de ceux entre citoyens, en particulier sur le plan transfrontalier, se met d'autant mieux en pratique que la connaissance de la langue du partenaire est maîtrisée et le bilinguisme franco-allemand consolidé.

Or, il apparaît que la connaissance de la langue allemande dans les zones françaises frontalières de l'Allemagne et la connaissance de la langue française dans les zones allemandes frontalières de la France sont en recul significatif. La France ne peut rester indifférente au recul de la connaissance de la langue française en Allemagne, tout comme l'Allemagne ne peut rester indifférente au recul de la connaissance la langue allemande en France. Ce constat est encore plus fondé encore davantage pour ce qui concerne la région du Rhin supérieur, en raison des liens historiques et culturels caractérisant cette région : la langue allemande a une place historique en Alsace où elle est reconnue comme langue régionale et la langue française joue un rôle particulier dans le Pays de Bade, en raison des liens traditionnels avec France.

Dans une perspective de bilinguisme franco-allemand, chaque pays a besoin de l'autre pour développer la meilleure connaissance possible de sa langue dans le pays partenaire. Au-delà des actions qu'il revient à chaque État de mettre en œuvre pour renforcer sur son territoire la connaissance de la langue du partenaire, il est particulièrement opportun que dans le cadre de l'amitié qui les lie, chaque État soit aussi encouragé à agir directement pour développer sa langue auprès la population du pays ami. En d'autres termes, la France doit être encouragée à développer des actions en faveur de la langue française en Allemagne et parallèlement l'Allemagne doit être encouragée à développer des actions en faveur de la connaissance de la langue allemande en France.

Cette aide peut prendre des formes diverses : mise à disposition d'éducateurs ou d'enseignants, fourniture de matériel pédagogique, accueil d'étudiants de l'État voisin dans ses structures de formation, mais aussi soutien financier à des programmes d'enseignement, publics associatifs ou privés, dans le pays partenaire.

Il paraît souhaitable que ces formes d'aides se développent dans un certain parallélisme. Chaque État partenaire et/ou bien les entités territoriales qui en font partie pourraient ainsi s'engager pour un certain montant d'aides apporté à sa langue dans le pays voisin. Par exemple, la France s'engagerait à apporter des aides pour la connaissance de la langue française au Bade Wurtemberg pour un montant de 1 million d'euros, tandis que l'Allemagne et le Bade Wurtemberg s'engageraient pour un même montant pour le soutien de la langue allemande en Alsace.

Nous appelons les élus et associations culturelles des deux côtés du Rhin, les Collectivités territoriales du Rhin supérieur, les structures de coopération transfrontalière, les Eurodistricts,

le Comité de coopération transfrontalière, l'Assemblée parlementaire franco-allemande à soutenir cette proposition.

Appel signé par plus de 1000 personnalités du monde politique, culturel et économique des deux rives du Rhin.

Lettre au Président de la République

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré,
75008 Paris

Objet : Appel pour un financement croisé de l'enseignement des langues française et allemande dans le Rhin supérieur.

Monsieur le Président de la République,

La fédération Alsace bilingue qui regroupe 21 associations travaillant à la promotion de la langue et de la culture régionales d'Alsace a récemment lancé **un Appel pour un financement croisé de l'enseignement des langues française et allemande dans le Rhin supérieur**. Elle a l'honneur de vous le faire parvenir en pièce jointe avec la liste des signataires.

Notre démarche a rencontré un très grand intérêt et obtenu une large adhésion. Sans grands moyens de communication et sans grands relais, nous avons réussi à réunir sur ce texte un peu plus de **1000 personnalités représentatives du monde politique, économique et culturel des deux rives du Rhin**, parmi lesquelles **79 grands élus allemands** du Parlement européen, du Bundestag, du Landtag du Bade-Wurtemberg et de villes du Bade-Wurtemberg, et de **131 grands élus français** du Parlement européen, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil régional du Grand Est, des deux Conseils départementaux alsaciens et de villes d'Alsace.

Monsieur le Président de la République nous vous prions de bien vouloir prendre cet appel en considération. Nous serions heureux **de pouvoir référer aux signataires de vos intentions** quant à un financement croisé de l'enseignement des langues française et allemande dans le Rhin supérieur, la France contribuant au financement de l'enseignement du français en Bade-Wurtemberg et l'Allemagne à celui de l'enseignement de l'allemand en Alsace. Comme nous serions heureux de pouvoir nous en entretenir avec vous.

Vous voudrez considérer notre démarche comme étant une contribution à la mise en œuvre des principes énoncés par les articles 10 et 11 du traité dit d'Aix-la-Chapelle qui prévoit une plus grande coopération entre la France et l'Allemagne.²²

²² Article 10 : « Les deux États rapprochent leurs systèmes éducatifs grâce au développement de l'apprentissage mutuel de la langue de l'autre, à l'adoption, conformément à leur organisation constitutionnelle, de stratégies visant à accroître le nombre d'élèves étudiant la langue du partenaire, à une action en faveur de la reconnaissance mutuelle des diplômes et à la mise en place d'outils d'excellence franco-allemands pour la recherche, la

Nous ne doutons pas que vous voyez grand intérêt pour la France à promouvoir l'enseignement de la langue française sur la rive droite du Rhin et de celui l'enseignement de la langue allemande sur la rive gauche, et à en partager, au moins en partie, le financement avec l'Allemagne.

Comme le démontre l'assentiment que notre appel y a recueilli, il existe d'évidence dans la Région du Rhin supérieur, **en Alsace comme au Bade-Wurtemberg, une demande pour qu'elle serve de champ d'application de ces enseignements selon la modalité financière proposée par l'appel.**

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, nos salutations respectueuses.

Pierre Klein, président

Pièce jointe : le texte de l'appel et la liste des signataires

Post scriptum : Un courrier de même teneur sera envoyé :

- au Premier ministre
- au ministre de l'Éducation nationale
- au président de l'Assemblée nationale et du Sénat
- au recteur du Grand Est
- à la rectrice de l'Académie de Strasbourg
- au président de l'A-N et du Sénat
- au président de la région Grand Est
- à la présidente du CD du 68 et au président du CD du 67
- au président de la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'A-N

formation et l'enseignement professionnels, ainsi que de doubles programmes franco-allemands intégrés relevant de l'enseignement supérieur ». Article 11 : « Les deux États favorisent la mise en réseau de leurs systèmes d'enseignement et de recherche ainsi que de leurs structures de financement. »

Pour des Lieux d'Alsace

A l'instar du **Lieu d'Europe** créé par la ville de Strasbourg, « un lieu d'éducation à la citoyenneté européenne ouvert à tous », un Lieu « qui a pour vocation de faire connaître l'Europe aux citoyens et de renforcer leur sentiment d'appartenance à une communauté de valeurs », la ville devrait aussi créer un Lieu avec les mêmes objectifs rapportés à l'Alsace. **Un Lieu d'Alsace donc !** Tout comme l'identité européenne, l'identité alsacienne reste à promouvoir, à construire ou à reconstruire, selon la même philosophie politique, celle de l'union dans la diversité, de celle aussi de la dialectique identité-altérité. La construction identitaire étant essentiellement l'œuvre de la collectivité, ce lieu d'Alsace permettrait à la ville de **Strasbourg** de remplir la fonction qui donc revient à la collectivité qu'elle est, et d'assumer sa part de responsabilité quant au développement et à la promotion de l'identité alsacienne, une identité riche de la dualité de sa culture et de son histoire, bases de la pluralité, une identité fondement du sentiment d'appartenance et de l'agir ensemble.

Ce lieu d'Alsace serait un centre de documentation, de rencontre et de débats, un instrument de connaissance et de transmission de l'histoire et de la richesse culturelle de la région, mais aussi un laboratoire de projets pour les jeunes notamment. Il serait ouvert à toute la population.

Mais pas uniquement Strasbourg ! Les Collectivités territoriales d'Alsace, au moins les plus importantes et notamment celles qui ont adhéré à la **Charte des Collectivités territoriales pour la promotion de la langue régionale** (Région, Département du Bas-Rhin, Département du Haut-Rhin, Mulhouse, Strasbourg, Saverne...) devraient s'atteler chacune pour son compte à la réalisation d'un Lieu d'Alsace. Ainsi pourrait naître tout un réseau.

Pourquoi les Collectivités territoriales ? Les identités sont des constructions réalisées au travers de la socialisation. Plurielles et évolutives, elles ne peuvent se passer d'être en construction permanente. Sans quoi, elles se figent, déclinent et périclitent. Naissant de l'identification, elles ne peuvent se passer de la transmission. On ne peut pas s'identifier à ce que l'on ne connaît pas. Et la transmission relève principalement de la collectivité.

Le projet Lieux d'Alsace, aussi formulé sous d'autres désignations (institut culturel alsacien, maisons de la langue et de la culture régionales, maisons d'Alsace) rejoint des initiatives lancées dans de nombreuses autres régions sous la forme d'une ou plusieurs structures spécialisées (Instituts d'études occitanes par exemple), financées par les collectivités publiques spécifiquement consacrées à la culture régionale, non pas sur le plan de la réalisation de spectacles, mais sur celui de la recherche, de l'analyse, de la transmission, de la formation et du débat. Une telle initiative est également nécessaire en Alsace.

Le champ d'action de ces Lieux d'Alsace pourrait couvrir les domaines suivants: art et architecture, histoire, religion, anthropologie, patrimoine, géographie, territoires et environnement, Rhin supérieur et relations transfrontières, musique et danse, littérature, expressions orales, économie et droit.

Les actions développées pourraient prendre les formes suivantes : organisation d'événements : colloques, conférences, débats, rencontres, formations, expositions, manifestations diverses ; éditions et publications ; diffusion de l'histoire de l'Alsace (publications, bases de données, etc.) ; centre de ressources documentaires (en relation avec le Canopé-CRDP et les éditeurs d'alsatiques) ; coopération et soutien aux actions de promotion de la culture et de l'identité alsaciennes ; intervention en milieu scolaire ; délivrance de labels ; coopération avec les théâtres et radios en langue régionale...

Définition de la langue régionale d'Alsace : extraits de textes officiels

Longtemps la définition de la langue régionale d'Alsace n'était pas inscrite dans la loi. On ne la trouvait que dans des conventions Etat-Collectivités, dans des textes issus de ces mêmes Collectivités alsaciennes (par exemple : Assises de la langue régionale, vote de motions, charte des collectivités territoriales pour la promotion de la langue régionale, etc.) et dans des circulaires ministérielles ou rectorales.

Depuis 1945, il n'y a pas eu de changement de paradigme. Toujours la langue régionale est présentée sous sa double composante : allemand standard et ses variantes dialectales alémaniques et franciques.

Exemples :

Bulletin officiel de l'éducation nationale, hors-série n° 2 du 19 juin 2003.

« *La langue régionale existe en Alsace et en Moselle sous deux formes, les dialectes alémaniques et franciques (...) qui sont des dialectes de l'allemand, d'une part, et l'allemand standard d'autre part* ».

Définition résultant des Assises de la langue et de la culture régionales de 2014

« *La langue régionale de l'Alsace est une langue de racine germanique sous la forme écrite et orale des dialectes alsaciens et de la langue allemande sous sa forme standard.* »

(document signé par la Région Alsace, le 67 et le 68)

Convention-cadre portant sur la politique régionale plurilingue période 2015-2030

Par langue régionale, il faut entendre la langue allemande dans sa forme standard et dans ses variantes dialectales (alémanique et francique). Cette définition n'exclut pas la reconnaissance parallèle du welche, du yiddish et du manouche utilisés dans la région en tant qu'expression de sa richesse culturelle et historique.

Signée en 2015 par : la préfecture de la région Alsace, l'académie de Strasbourg, la région Alsace, le conseil départemental du Bas-Rhin et le conseil départemental du Haut-Rhin.

La chose a enfin été inscrite dans la Loi. En effet, la loi portant création de la Collectivité européenne d'Alsace stipule dans son article Art. L. 3431-4.- « La Collectivité européenne d'Alsace crée un comité stratégique de l'enseignement de **la langue allemande en Alsace, dans sa forme standard et ses variantes dialectales**, qui réunit le rectorat et les collectivités territoriales concernées et dont les missions principales sont de définir une stratégie de promotion **de l'allemand dans sa forme standard et ses variantes dialectales**, d'évaluer son enseignement et de favoriser l'interaction avec les politiques publiques culturelles et relatives à la jeunesse ».

Pour avoir été longtemps (que) légitime, la chose est maintenant légale. Et elle devrait contenter tout le monde, les tenants du standard et les tenants du dialecte, comme les tenants des deux. Si le corse, le breton, le basque... qui ont aussi des variantes dialectales avaient déjà été inscrits dans une ou plusieurs lois, c'est donc aussi et enfin le cas pour la langue régionale d'Alsace. Nous saluons cette consécration et cette clarification que nous appelions de nos vœux depuis bien des décennies.

Große nationale Debatte

Appell für einen allgemeinen Unterricht der sogenannten regionalen Sprache, Kultur und Geschichte des Elsass und für deren Förderung in den regionalen öffentlichen Medien

Wir, die Unterzeichner der vorliegenden Petition, bitten die politische Macht, in den öffentlichen Schulen einzuführen :

- einen allgemeinen zweisprachiger Unterricht der Regionalsprache des Elsass nach Modalitäten, die es den Schülern ermöglichen, eine gleichwertige Kompetenz der Sprachen zu erreichen
- und eine generalisierte Lehre der regionalen Geschichte und Kultur.

Wir fordern auch, dass diese Schulpolitik von den regionalen öffentlichen Medien (Radio und Fernsehen) unterstützt wird, die eine echte Politik der Förderung der regionalen Geschichte und Kultur beinhalten müssen.

Schließlich fordern wir, dass diese beiden Bereiche, der zweisprachige und bikulturelle Unterricht und die Medien, in Zukunft gemeinsam vom Staat und der elsässischen Gemeinschaft in noch zu schaffenden Ad-hoc-Strukturen verwaltet werden.

Auf dem Appell vorgeschlagene Kommentare

"Es ist allgemein anerkannt, dass Französisch die gemeinsame Sprache aller Franzosen ist, aber warum sollte es die einzige Sprache sein? Die anderen Sprachen Frankreichs verdienen voll und ganz Anerkennung und Respekt, es sei denn, man ist der Meinung, dass sprachliche Vielfalt der nationalen Einheit abträglich ist und dass die französische Nation eine ethnische Gruppe ist, die sich durch die Einzigartigkeit ihrer Sprache, Kultur und Geschichte auszeichnet."

Aber das ist nicht das, was Frankreich ist. Frankreich ist in erster Linie die subjektive Nation, diejenige, die auf dem Gefühl der Zugehörigkeit und dem Willen, gemeinsam zu sein und zu handeln, beruht. Es ist die Nation der Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte von 1789, ein Moment, der für die französische Nation so grundlegend ist. Für uns darf Frankreich nicht länger als eine "ethnozentrische" Nation gedacht werden, die auf der Einbeziehung des Identischen und dem Ausschluss des Anderen beruht, sondern als eine Einheit in der Vielfalt. Das wahre Wesen dieses Landes liegt in der Verbindung von universellen Prinzipien und der Vielfalt der Kulturen, in der Verbindung zwischen dem Einen und dem Vielen, also in der Demokratie. Sie lässt sich nicht in dem traurigen reduktiven und uniformierenden Republikanismus zusammenfassen. "(Pierre Klein©)

Zweisprachigkeit in Schule und Gesellschaft im Elsass: ein kurzer Überblick

- Die heutige sprachliche Lage
- Deutsch im Unterricht im Elsass, Deutsch in der elsässischen Gesellschaft
- Ausblick, gewünschte organisatorische und inhaltliche Verbesserungen
- Ein anderes Problem besteht in der Abwesenheit eines Unterrichts der Geschichte des Elsass.
- Unterricht der deutschen Sprache im Elsass : ein Stand der Dinge im öffentlichen Schulwesen (<http://www.ac-strasbourg.fr/>)
- ABCM –Zweisprachigkeit (<http://www.abcmzwei.eu/abcm-zweisprachigkeit/>)

I. Die heutige sprachliche Lage

Die frühere sprachliche Lage kennzeichnet sich durch den Erhalt (bis zur Mitte des 20. Jahrhunderts) der deutschen Sprache, sowohl der Dialekte als auch der Standardsprache oder Koine, und durch eine ständige Zunahme des Französischen als Volkssprache, was aber erst in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts wirklich so sein wird.

Die heutige sprachliche Lage charakterisiert sich seit den sechziger Jahren, durch:

1. Die gewaltigen Fortschritte in der Kenntnis und der Verwendung der französischen Sprache, die jetzt eine Volkssprache und immer mehr die Mutter- und 'Alleinsprache' zahlreicher Elsässer (zweifellos schon für mehr als 60% der Bevölkerung) geworden ist. Sie wird heute von der ganzen Bevölkerung beherrscht. Wir erleben sogar, seit der Mitte des 20. Jahrhunderts, eine echte linguistische Mutation zu ihren Gunsten.

2. Einen deutlichen sozialen und linguistischen Rückgang der Dialekte (quantitativ und qualitativ). Das Elsässerdeutsch ist selbst im engen Familienkreis nicht mehr vorherrschend und ist fast vollständig vom öffentlichen und offiziellen Leben ausgeschlossen. Noch beherrscht von etwa 40% der Elsässer liegt es bereits außerhalb des Kenntnisbereichs von drei Vierteln aller Jugendlichen.

3. Eine Schritt für Schritt eingeleitete sprachpolitische und psychologische Ausbürgerung und Verweisung des Standarddeutschen, das jetzt vielen als Fremdsprache vorkommt. Immerhin wird es noch benutzt, um ein wenig die Bedürfnisse der älteren Generationen zu befriedigen. Die deutsche Koine wird mittelmäßig durch den Teil der Bevölkerung gesprochen, der eine Sekundarausbildung durchlaufen hat, das heißt durch etwa 40% der Elsässer. Benutzt wird sie noch geringfügig in der regionalen Presse, den Kulten, der Wahlpropaganda, im größeren Ausmaß beim Zuschauen oder Zuhören von deutschsprachigen Medien und immer mehr im Bereich der grenzüberschreitenden politischen Zusammenarbeit und des volkswirtschaftlichen Handels. Seit den siebziger Jahren wurde ein bescheidener, keineswegs ausgleichender Unterricht der deutschen Sprache in der Grundschule wieder eingeführt. Seit den neunziger Jahren wurden bilinguale französisch-deutsche Klassen in Vor- und Grundschulen eröffnet, aber sie decken bei weitem weder die Nachfrage noch die Bedürfnisse. Nicht einmal 20 % der Schulbevölkerung werden heute mit diesem Lehrgang beglückt.

4. Das Anwachsen von Sprachen, die auf Einwanderung zurückgehen (Berberisch, Arabisch, Türkisch, Kurdisch...) und oft die psychosoziale Notlage der regionalen Sprache teilen.

Infolge dieser vielfältigen Situation ist die heutige sprachliche Lage für diejenigen, die sich eine zumindest zweisprachige elsässische Zukunft erwünschen, besorgniserregend und komplex. Und sie wird es bleiben, ja sich sogar verschlimmern, weil keine wahre demokratische Debatte stattfindet, das heißt kein kommunikatives Handeln von

gleichberechtigten Dialogpartnern in einer unbegrenzten und herrschaftsfreien Öffentlichkeit, geprägt von der Prämisse einer moralischen Gesellschaft.

Fängt der Dialog nicht erst dann an, wenn man davon ausgeht, dass der Andere Recht haben könnte? Beruhen Respekt und Anerkennung nicht auf Gegenseitigkeit? Bedeutet Demokratie nicht in Einklang bringen des Universellen mit dem Unterschiedlichen? Auf diese Frage fordert die Vernunft ein klares Ja. Leider bleibt die Demokratie unvollendet und das Elsass deshalb auch.

II. Deutsch im Unterricht im Elsass, Deutsch in der elsässischen Gesellschaft

Die ersten zweisprachigen Klassen sind im Jahre 1991 auf einer assoziativen Initiative entstanden, im vorliegenden Fall jene von ABCM-Zweisprachigkeit (Associations pour le Bilinguisme en Classe dès la Maternelle²³). Solche zweisprachige Klassen gab es schon in der Bretagne, im französischen Baskenland, in Okzitanien, aber nicht im Elsaß. Die Öffnung von zwei ersten assoziativen Klassen hat das Bildungs- und Schulwesen mehr oder weniger gezwungen zu reagieren. 1992 eröffnete dieses die ersten öffentlichen zweisprachigen Klassen. Heute verfolgen etwa 31000 Schüler einen paritätischen zweisprachigen Unterricht (12 Std. in Französisch und 12 Std. in Deutsch) in öffentlichen Schulen oder privaten und assoziativen Schulen, die unter Vertrag mit dem Staat sind.

Das Prinzip der Zweisprachigkeit ist im Elsass weitgehend akzeptiert. Zum Beispiel dort wo die Schule einen zweisprachigen Unterricht anbietet, nehmen ihn die Familien zu 50% für ihre Kinder an. Nur wird nicht genügend für ihre Entfaltung unternommen.

Wenn man von einer Politik des Antrags zu einer Politik des Angebotes übergegangen wäre, hätten wir also schon 50% von Kindern, die in zweisprachigen Stufen eingeschult wurden. Ein solcher Beitrittssatz hätte, zweifellos eine Dynamik geschaffen, und wir könnten bereits eine Verallgemeinerung des Systems haben.

Jedoch bleiben politische Zurückhaltungen (Vorbehalte) auf der Seite des Staates und dessen Ministerium für Bildungs- und Schulwesen. Frankreich bleibt sehr jakobinisch und definiert immer noch die französische Nation wie eine Ethnie, das heißt durch objektive Daten, nämlich die Einheitlichkeit und Einzigartigkeit der Sprache, der Kultur und der Geschichte. Dass Französisch die gemeinsame Sprache aller Franzosen ist, wird nicht bestritten, aber warum sollte sie die einzige Sprache Frankreichs sein?

Ausgehend von einer solchen Konzeption der Nation kann man begreifen, dass die regionalen Sprachen Frankreichs nur kaum geduldet sind. Zu dieser Haltung kommt im Elsass noch der traditionelle französische Anti-Germanismus als zusätzliche Schicht zu der oben erwähnten Feindseligkeit dazu.

Oberhalb der Problematik der Zweisprachigkeit besteht die Frage der nationalen Identität Frankreichs, die, weil sie eigenartig sein muss, in ihrer eigenen Vielfältigkeit verschlossen ist. Dieser politische Gedanke wird stark in Frankreich verbreitet, also auch im Elsaß. Die Gesamtheit der Franzosen und also auch der Elsässer werden ausführlich durch sie formatiert. Es ist also nicht erstaunlich, dass die Anfrage bezüglich des zweisprachigen Unterrichts in Frankreich ziemlich schwach ist. Im Elsaß kommt der Posttraumatismus der Nachkriegszeit, noch dazu, Während drei Jahrzehnte wurde alles Deutsche, so auch die deutsche Sprache verdrängt. Diese Haltung wurde natürlich von den Gegnern der sprachlichen Vielfalt Frankreichs ausgenutzt, wenn nicht aufgebaut.

Jedoch ist heute die elsässische Jugend von den Komplexen ziemlich befreit. Außerdem ist sie sich der Bedeutung der Kenntnis der deutschen Sprache in einer Region, die ihre Zukunft nicht getrennt vom anderen Rheinufer sehen will, bewusst geworden.

²³ Maternelle = Vorschule (Kindergarten)

Die Eltern, ob sie aus dem Elsass stammen oder kürzlich zugewandert sind, die einen zweisprachigen Unterricht für ihre Kinder wählen, tun es (minderheitlich) auf Grund der elsässischen Identität und (mehrheitlich) auf Grund der wirtschaftlichen Lage des Elsass im Oberrhein und der kognitiven Vorteile der Zweisprachigkeit. Diese Eltern kommen meist aus der Mittel- oder höheren Schichte der Gesellschaft, nicht aus Gründen eines angestrebten Elitismus, sondern ganz einfach, weil sie besser über das Angebot bezüglich des zweisprachigen Unterrichts informiert sind.

Das Hauptproblem, das das System kennt, ist jenes des Mangels an Lehrern, die die erforderliche Kompetenzen besitzen. Dies bremst die Entwicklung des paritätischen zweisprachigen Unterrichts, so dass auch der dreistündige Deutschunterricht oft fiktiv ist. Diese Lage gründet auf zahlreichen Ursachen und benötigt Interventionen auf mehrfachen Niveaus. Eine der Schwierigkeiten steht mit der Tatsache im Zusammenhang, dass das durch die Universität vorgeschlagene Bildungsangebot nicht angemessen genug ist.

Welche Lösungen? Eine Erste könnte die Zurückzugreifung auf Lehrer aus Deutschland, der Schweiz oder Österreich sein. Aber es gilt immer noch die Anerkennung ihrer Diplome zu erhalten. Eine andere Lösung würde darin bestehen, den angestellten Lehrern eine Weiter- und Fortbildung zu ermöglichen.

Ausblick, gewünschte organisatorische und inhaltliche Verbesserungen

Wie schon erwähnt, die Fortschritte des regionalen Unterrichts stoßen heute auf zahlreiche Schwierigkeiten. Das Elsaß ist im Verzug hinsichtlich des zweisprachigen Unterrichts. Zum Beispiel 40% der Kinder sind in zweisprachigen Klassen im Baskenland. Im Elsaß, 17.5%! Um aus dieser Lage herauszukommen ist es notwendig und dringlich eine globale, zusammenhängende und aktive Politik zu Gunsten der zweisprachigen Erziehung aufzubauen. Für die künftigen Lehrer braucht man eine spezifische Bildung vom 1. Universitätsjahr an, einen finanziellen Anreiz um den Einstieg in die Karriere zu fördern, sowie eine wirksame Unterstützung hinsichtlich pädagogischer Werkzeuge.

Gefordert wird : wirksame Mechanismen der Bewertung der Formationen, klare Statistiken über die verfügbaren Ressourcen und vor allem eine bestimmte Direktion, die über eine breite Zuständigkeit verfügt, um transparent und verantwortlich diese Politik des Unterrichts unserer regionalen Sprache durchzuführen.

Um dem Problem der Zweisprachigkeit im Elsaß eine globale und dauerhafte Lösung zu geben muss man den lokalen Akteuren mehr Kompetenzen geben und die Verantwortung besser versammeln. Deshalb schlagen wir die Schaffung einer „**hohen dezentralisierten Behörde**“ vor, die besonders dem Unterricht der regionalen Sprache, Geschichte und Kultur gewidmet ist, und die Kompetenzen des Staates und die Beiträge der territorialen Gebietskörperschaften zusammenträgt, in Absprache mit den Vertretern der Eltern, der Lehrer und der Assoziationen, die an der Förderung der regionalen Sprache und Kultur arbeiten, und die über die Gesamtheit der notwendigen Macht verfügt um:

- die Entwicklung des Unterrichts zu planen,
- die Bildung der Lehrkräfte zu organisieren,
- das Rekrutieren der Lehrer zu gewährleisten,
- die pädagogischen Werkzeuge zu entwickeln,
- die Entscheidung über die Öffnung der Klassen
- die Entscheidung über die Einstellung der Lehrer,
- die Kontrolle über das ganze System zu gewährleisten.

Ein anderes Problem besteht in der Abwesenheit eines Unterrichts der Geschichte des Elsass.

Die Ablehnung der eigenen Sprache ist die Konsequenz einer Verdrängung des Ich-Bewusstseins und einer Behinderung des Wir-Bewusstseins. Sie ist die Folge einer Bedrohung oder Verletzung der Selbstakzeptanz und des Selbstwertgefühls. Muss man sich nicht in einer tiefen Identitätskrise befinden um die Sprache des Seins und des Mitseins zu verleugnen? Jede Identität ist ein Konstrukt, auch die elsässische und der Zustand in dem sie sich befindet.

Warum unterrichtet man die Geschichte Frankreichs? Um Franzosen zu fabrizieren! Warum unterrichtet man nicht die Geschichte des Elsass? Um keinen Elsässer zu fabrizieren! Der Unterricht der Geschichte bleibt in Frankreich derjenige der eigenartigen und einheitlichen Geschichte Frankreichs, die außerhalb des europäischen Kontinuums eingeschrieben ist, die Geschichte der Macht, die Geschichte eines mythischen Frankreichs. Was auch immer, sie lässt das wirkliche Frankreich, d.h. die Geschichte der französischen Verschiedenheit noch sehr unberücksichtigt, sei sie historisch, sprachlich, kulturell oder religiös.

Der Unterricht der Französischen Geschichte muss sich ändern, an erster Stelle, weil sich die Elemente der französischen Identität ändern. Man muss sich die Frage stellen ob die Inhalte des Unterrichts bleiben sollen was sie sind, in einem Frankreich das sich verändert und in einer Welt die neue Legitimationen kennt, und welcher Typ von Franzosen zu bilden ist. Die Vielfältigkeit der Nation und die Ausdehnung der Bürgerschaft in neuen Dimensionen rufen zur Vielfältigkeit und zur Ausdehnung der Geschichte auf.

Es geht besonders darum, die gerechten Forderungen der Verschiedenheit in Betracht zu ziehen durch eine Dekonstruktion-Rekonstruktion des Geschichtsunterrichts Frankreichs, die es ermöglicht alle unterdrückten Gedächtnisse in eine neue Perspektive einzubeziehen, Basis einer aktualisierten und lebendigen nationalen Identität für die Franzosen von heute, Die Gedächtnispflicht, „le devoir de mémoire“, muss unbedingt mit der Berücksichtigung der Verschiedenheit der Gedächtnisse, „la diversité des mémoires“, gehen.

Es ist nicht möglich, sich damit zu identifizieren was man nicht kennt, eine Empathie zu entwickeln zu dem was man nicht wahrnehmen kann. Wenn auch das Elsass eine Geschichte hat, hat es andererseits kein kollektives Gedächtnis, weil die Elsässer sich nie mit ihrer Geschichte auseinander setzen konnten. Deshalb ist es dringend erforderlich zusammen die Geschichte und ihre Kultur, die Kultur und ihre Geschichte, ihre Originalität wie ihre Vielfältigkeit, zu bearbeiten.

Man muss von der jetzigen nationalen und offiziellen Geschichte, die die ausschließende und verarmende einfältige Besonderheit hervorhebt, entkommen und sich auf die Geschichte des Anderen, der Anderen öffnen, eine Geschichte die einschließt und bereichert. Dies ist die Bedingung um Elsässer werden zu können.

Man kommt nicht als Elsässer zur Welt, man wird es, in dem man sich damit identifiziert was die elsässische Identität aufbaut, d.h. mit der Geschichte und der Kultur, im weitesten Sinne des Wortes, wie sie sich im Elsass aufgebaut haben und aufbauen.²⁴ Zwar kommt man nicht als Elsässer zur Welt. Man wird es. Noch muss man es können.

²⁴ Aber nicht nur. Man wird es auch in dem man an elsässischen Solidaritäten teilnimmt, ein Zusammenleben gemeinsam aufbaut.

Unterricht der deutschen Sprache im Elsass : ein Stand der Dinge im öffentlichen Schulwesen²⁵ (<http://www.ac-strasbourg.fr/>)

1. Vorschule oder Kindergarten

Ein wenig mehr als 20 % der Vorschulen bieten eine zweisprachige Stufe an. Es gibt kein Sprachbad oder Immersion in diesen Einrichtungen.

2. Öffentliche Grundschule (von 6 bis 10/11 Jahre)

Ein Unterricht der deutschen Sprache wird an 100% der Grundschulen angeboten, in der Größenordnung von theoretisch 3 Stunden. Dies im Rahmen des sogenannten „Système extensif“.

Ausserdem gibt es das „Système intensif“ oder bilingualer Zug. Dieser paritätische zweisprachige Kursus (französisch-deutsch), besteht aus einem Unterricht in und auf, halb und halb, Französisch und Deutsch, jeweils 12 Stunden pro Woche. Etwa 31.000 Schüler folgen diesem Kursus, das heißt fast 17.5 % der Schülerschaft des Elsass.

3. Am Kollege (von 10/11 bis 14/15 Jahre).

Cursus bilingue. Von der 6. Bis zur 3. variiert das Stundenvolumen in deutscher Sprache nach Einrichtungen: meistens 4 Stunden Deutsch und 2 Stunden Fachunterricht in Deutsch (Geschichte, Geografie...).

Cursus bilangue. In der 6. nehmen 99% der zweisprachigen Schüler ebenfalls in der Einrichtung „bilangue“ (Zwei-Sprachen) teil, die neben Deutsch die Lehre des Englischen anbietet. Etwa 74% der Schüler von der 6. verfolgen diesen Zug, gegen 11% in Frankreich. Am Kollege studieren 99% der Schüler der 5. Englisch, 89% Deutsch und 9% Spanisch.

4. Am Gymnasium (von 15/16 bis 17/18 Jahre)

Das Gymnasium schlägt verschiedene Fortsetzungen des zweisprachigen Kursus, insbesondere in binationalen, in europäischen oder in professionellen Klassen, vor.

a. Abibac

In den allgemeinen Klassen, gibt es der Abibac-Kursus (Abitur-Baccalauréat- Zug) zur doppelten Anerkennung des französischen Abiturs und des deutschen Abiturs.

Dieser Kursus sieht einen 6 stündigen spezifischen Unterricht (Deutsch deutsche Literatur und Kultur) und 3 bis 4 Stunden Geschichte und Geografie in Deutsch, vor. Etwa 18 der elsässischen Gymnasien bieten dies an.

b. Sektion Azubi-Bacpro (Bacpro = baccalauréat professionnel)

Im professionellen Zug erlaubt der Kursus Azubi-Bacpro den Schülern, ihre Kompetenzen in Deutsch zu erweitern und zu konsolidieren. Betrifft 7 Lycées professionnels.

ABCM –Zweisprachigkeit (<http://www.abcmzwei.eu/abcm-zweisprachigkeit/>)

ABCM schult ungefähr 1200 Schüler der kleinen Sektion des Kindergartens bis zum „cours moyen 2“ in 12 Schulen ein, darunter zwei in Lothringen (Sarreguemines = Saargemünd)

Sie führt einen immersiven (Sprachbad) Unterricht in 6 Schulen durch und plant eine Verallgemeinerung.

Das Eintauchen bei ABCM bedeutet dass in der Vorschule die Kinder nur auf Deutsch (Standarddeutsch und Elsässerdeutsch) unterrichtet werden. Französisch wird erst in der Grundschule eingeführt.

²⁵ Schuljahr 2020-2021

Die A.B.C.M.-Zweisprachigkeit-Schulen bieten Kindern einen zweisprachigen Unterricht an, der es diesen Kindern nicht nur ermöglichen wird, zwei Sprachen zu beherrschen, sondern auch zwei Kulturen zu integrieren und die Grenze zwischen Frankreich und Deutschland zu überwinden. ABCM spricht in diesem Zusammenhang vom Gedanken der grenzüberschreitenden Interkulturalität.

Ein Basisprinzip: niemals übersetzen

Unter zweisprachigem Unterricht verstehen wir einen Unterricht von zwei Sprachen in zwei Sprachen, ohne jemals auf das Werkzeug der Übersetzung zurückgreifen zu müssen, nach einer Pädagogik, die sich ein frühes Sprachbad zunutze macht. Deshalb ist die Schule konstitutiv verbunden mit einem zweisprachigen Kindergarten, der „École Maternelle“, deren Besuch Voraussetzung für den Besuch der Grundschule ist. Kinder, die die Schule erst nach Erreichen des sechsten Lebensjahres besuchen möchten, müssen einschlägige Vorkenntnisse in der zweiten Sprache vorweisen können.

Der Ganztages-Unterricht ist so organisiert, dass er im Wechsel, Montag und Donnerstag in der einen Sprache und Dienstag und Freitag in der anderen Sprache stattfindet. Der Mittwoch ist ein schulfreier Tag.

Diese Methode des Eintauchens, auch „Immersion“ genannt, basiert auf dem natürlichen Erwerb der Sprache. Das Kind lernt die zweite Sprache wie auch die erste Sprache durch Nachahmung und Reproduktion. Diese Pädagogik nutzt als Prinzipien:

- die der Frühzeitigkeit: ab dem dritten Lebensjahr
- die der Dichotomie: für jede Sprache einen „native speaker“ als Lehrkraft
- die der Kontinuität und die des ausreichenden Eintauchens in die „schwächere“ Sprache

Außer der Aneignung von zwei Sprachen ermöglicht diese Methodik den Kindern die Eröffnung zu zwei Kulturen, die sie zu verstehen und zu integrieren lernen, wie auch lernen daraus eine Synthese zu machen. Sie ist eine Lehre des Andersseins und des Zusammenlebens. Nicht zuletzt soll die aufgebaute Zweisprachigkeit die Teilnahme an die Wirtschaftsumwelt des Oberrhein-Gebietes erleichtern und eine Öffnung zu einer globalisierten Welt ermöglichen.

Vorschläge an die elsässischen Gebietskörperschaften

1. Schulische Bildungspolitik

Wir sind uns sehr wohl bewusst, dass die Vorschläge, die wir übermitteln, nicht von heute auf morgen oder gar in ihrer Gesamtheit von allen Gebietskörperschaften realisiert werden können. Jeder möge sich schon die Frage nach dem "Tun" stellen und tun, was er tun kann! Dabei ist es unserer Meinung nach von vorrangiger Bedeutung, dass sie auf ihrer Ebene ihren Teil zur Förderung der regionalen Sprache, Kultur und Identität beitragen und insbesondere die Nationale Bildung bei der Organisation und Durchführung ihres zweisprachigen Unterrichts begleiten und unterstützen. Zu diesem Zweck laden wir die Gebietskörperschaften des Elsass ein:

- die Eröffnung und den Betrieb von Kinderkrippen oder Kindertagesstätten in der Regionalsprache oder zweisprachig (französisch-regionale Sprache) zu übernehmen oder zu fördern;
- Eltern und Schüler zu ermutigen, sich für eine zweisprachige Erziehung zu entscheiden, und entsprechende Informationen zu diesem Zweck bereitzustellen. Diese Informationen könnten insbesondere zum Zeitpunkt der Geburt von Kindern oder zum Zeitpunkt ihrer Einschulung in den Kindergarten organisiert werden;
- das nationale Bildungsministerium aufzufordern, das Netz der zweisprachigen Klassen paritätisch zu erweitern;
- Förderung und finanzielle Unterstützung von Unterrichtsgruppen, die die Eröffnung und Entwicklung von öffentlichen zweisprachigen Gemeinschaftsklassen erleichtern sollen;
- den Verein ABCM-Zweisprachigkeit für die Entwicklung von immersivem assoziativem Unterricht in der Regionalsprache zu unterstützen, insbesondere dann, wenn es eine elterliche Nachfrage gibt und die Nationale Bildung nicht darauf eingeht;
- sicherzustellen, dass das den Kindergärten zur Verfügung gestellte Verwaltungspersonal (Kindergarten- oder Schulassistenten, Kantinenaufseher usw.) in der Lage ist, Kinder in der Regionalsprache anzusprechen;
- sich zu verpflichten, dass die Regionalsprache in den von ihnen geleiteten Schulgebäuden präsent ist (zweisprachige Beschilderung, zweisprachiger Name der Schule, Verwendung der Regionalsprache in den schulischen Einrichtungen, Kantinenmenüs);
- Schulen mit Unterrichtsmaterialien in der Regionalsprache zu versorgen (Lehrbücher, Audio-, Video- oder andere Materialien);
- sicherzustellen, dass die außerschulischen Aktivitäten beinhalten, die darauf abzielen, die Kenntnisse über die Geschichte und Kultur der Region in Bezug auf die deutsche Sprache und Dialekte zu verbessern;
- einen Beitrag zur Organisation des regionalen Geschichts- und Kulturunterrichts in Schulen zu leisten;
- in Zusammenarbeit mit den Schuldiensten einen grenzüberschreitenden Austausch mit deutschen oder schweizerischen Gebietskörperschaften und Schulen zu organisieren. In diesem Zusammenhang wird auch der Sprachaustausch für Kinder gefördert;
- sich mit den auf seinem Gebiet tätigen Berufsverbänden (Körperschaften, Unternehmen usw.) zusammenzuschließen, um in Verbindung mit den Bildungsdiensten die Einbeziehung der Regionalsprache in die Berufsausbildung zu fördern.

2. Außer schulische Sprach- und Kulturpolitik

Wir fordern die Gebietskörperschaften auf, mehr Engagement und vor allem Kulturbudgets für die regionale Kultur zu mobilisieren. Wir fordern die Gebietskörperschaften auf :

- Vorrang (bis zu einem bestimmten Prozentsatz) für die Finanzierung von "regionalen Kultur"-Projekten geben. Legen Sie langfristig eine Quote für "regionale Kultur" fest. Bisher wird in der Regel nur ein sehr kleiner Teil der kommunalen Budgets für Projekte mit einer "regionalen Kultur"-Dimension verwendet;
- in allen "Kultur"-Ausschüssen einen Unterausschuss zu schaffen, der speziell für die Aufwertung der regionalen Kultur und Identität zuständig ist. In diesen Kommissionen werden Persönlichkeiten, Vereine oder Organisationen vertreten sein, die die regionale Sprache und Kultur fördern;
- den von ihnen abhängigen Kultureinrichtungen Leitlinien für die Berücksichtigung der regionalen Kultur geben: Kulturagenturen, Kulturbühnen und Kulturstaffeln usw. Jede Einrichtung muss der Aufsichtsbehörde ein Projekt zur Förderung der regionalen Kultur vorlegen. Das Pflichtenheft der Kultureinrichtungen wird eine Verpflichtung zur Förderung der regionalen Kultur beinhalten;
- sicherzustellen, dass die Mitarbeiter der Kulturbehörden, die für kulturelle Angelegenheiten zuständig sind, gut informiert und in der regionalen Sprache und Kultur geschult sind;
- sicherstellen, dass Kultureinrichtungen (Bibliotheken, Daueraufträge, Mediatheken, Vorführräume oder Kinos), die von öffentlichen Zuschüssen abhängig sind, eine bevorzugte Präsentation von Werken in der Regionalsprache anbieten;
- dafür sorgen, dass Menschen, die dies wünschen, in den ihnen unterstellten Sozial- und Gesundheitseinrichtungen in der Regionalsprache empfangen werden;
- sich an Sensibilisierungsmaßnahmen unter den Ladenbesitzern in ihrem Gebiet beteiligen, um sicherzustellen, dass diejenigen, die in der Regionalsprache begrüßt werden möchten, in der Regionalsprache begrüßt werden;
- zweisprachige kommerzielle Beschilderung in ihrem Gebiet zu fördern;
- die Entwicklung der Regionalsprache bei tourismusbezogenen Aktivitäten zu fördern;
- Bekämpfung aller Formen der Diskriminierung gegen den Gebrauch der Regionalsprache;
- Unterstützung von Vereinen und Organisationen, die sich mit der Förderung der regionalen Sprache und Kultur beschäftigen;
- bei einem Kabelfernsehverteiler sicherstellen, dass die Spezifikationen eine Klausel über die Bereitstellung eines Kanals für zweisprachiges Lokalfernsehen enthalten;
- sich verpflichten, eine Broschüre über die Regionalsprache und die Zweisprachigkeit zu erstellen und zu verbreiten, um ihre Bestandteile, ihren Reichtum, die Vorteile der Zweisprachigkeit und die Möglichkeiten zum Erlernen der Sprache bekannt zu machen;
- sich so organisieren, dass ihre Dienste Rechtsakte und Dokumente akzeptieren, die ihnen in der Regionalsprache vorgelegt werden;
- sich so organisieren, dass es möglich ist, mündliche oder schriftliche Anfragen an ihre Dienste in Mundart oder Hochdeutsch zu stellen;
- verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass in ihren Hauptgottesdiensten ein Empfang in Mundart für diejenigen reserviert ist, die dies wünschen;
- mindestens 10 % der von ihnen verbreiteten Unterlagen (Anordnungen, Mitteilungen, Bekanntmachungen, Informationen, Dokumente usw.) in zweisprachiger Form zu veröffentlichen;
- verpflichten sich, die Veröffentlichung ihrer Newsletter in einer zweisprachigen Version (Standard Französisch/Deutsch) zu gewährleisten und die Leitartikel ihrer Zeitschriften in zweisprachiger Form zu präsentieren;
- verpflichten sich, die Zweisprachigkeit ihrer Internet-Seiten zu gewährleisten;
- sich verpflichten, Schulungen für ihre Mitarbeiter zu organisieren, um deren regionale Sprachkenntnisse zu verbessern;
- sich verpflichten, Sprachaufenthalte für ihre Mitarbeiter zu organisieren;

- sich verpflichten, den Mitgliedern der Gebietskörperschaftsräte, die sich in der Regionalsprache ausdrücken wollen, dies zu ermöglichen;
- sich verpflichten, zweisprachige Wahlpropaganda auf seinem Gebiet zu fördern.
- in den sie betreffenden Geräten die Bereitstellung von Über- oder Untertitelungstechniken zu entwickeln, um die Verwendung der Regionalsprache zu fördern;
- dass die Ausstattung von Bibliotheken, Mediatheken, Videovorführräumen oder Kinos, die auf sie angewiesen sind, die Präsentation von Werken in der Regionalsprache nach einer von ihnen festzulegenden Quote gewährleisten;
- die Entwicklung des kulturellen Austausches mit deutschsprachigen Gebietskörperschaften in den Nachbarländern zu fördern;
- Förderung der Produktion von Werken in der Regionalsprache durch Projektausschreibungen;
- spezielle Unterstützung für das Dialekttheater und die Entwicklung von Untertitelungsgeräten;
- Schaffung oder Unterstützung der Schaffung von Treffpunkten, Debatten und kulturellen Aktivitäten, die speziell der Regionalsprache gewidmet sind;
- die Sammlung und Verbreitung von Werken in der Regionalsprache zu fördern;
- dass in den von ihnen abhängigen und für die Durchführung kultureller Maßnahmen zuständigen Gremien Persönlichkeiten, Vereine oder Organisationen vertreten sind, die die Regionalsprache fördern;
- sicherstellen, dass die für kulturelle Angelegenheiten zuständigen Mitarbeiter über die regionale Sprache und Kultur angemessen informiert und geschult sind.

3. Insbesondere für große lokale Behörden

Es wäre angebracht, dass sie das tun:

- ein Netzwerk von elsässischen Kulturzentren oder "Lieux d'Alsace" zu schaffen, Zentren für Begegnungen, Debatten und kulturelle Aktivitäten, die speziell der Sprache, Kultur und regionalen Identität gewidmet sind;
- ein Schulungszentrum für den Ausdruck in der Regionalsprache für Sprachprofis (Schauspieler, Journalisten, Synchronsprecher usw.) zu schaffen;
- die Verbindung zwischen Bildungsaktivitäten in Bezug auf die regionale Sprache und Kultur und kulturellen Aktivitäten zu organisieren. Die Kommunen fördern die Einbindung von Kulturakteuren, die die regionale Kultur repräsentieren, in Schulen, "Partnerschaften" zwischen zweisprachigen Schulen und Kulturvereinen (z.B. elsässischen Theatern);
- Maßnahmen zur Stärkung und Unterstützung der zweisprachigen Presse zu ergreifen: die deutsche Beilage von DNA/L'Alsace zu verbessern, um sie in eine echte deutsche Beilage dieser Publikationen zu verwandeln;
- die Gründung einer zweisprachigen Regionalzeitschrift zu fördern, die sich mit der regionalen Sprache, Geschichte und Kultur beschäftigt;
- In Bezug auf Radio, Fernsehen und Videos sollten sie ihre Fähigkeiten und Ressourcen nutzen, um sicherzustellen, dass die regionalen und lokalen Medien einen wichtigen Platz für Programme in der regionalen Sprache reservieren;
- Der Platz der Regionalsprache in den Medien wird zunehmend eingeschränkt. Der Platz der Regionalsprache in den Medien wird zunehmend eingeschränkt, was sich auf die Vermittlungsfähigkeit der Sprache auswirkt. In Erwartung einer sehr hypothetischen Regionalisierung des öffentlich-rechtlichen Rundfunks sollte bereits jetzt gemeinsam mit den großen Volksvertretern energisch für die Sicherung des Zugangs zu den deutschsprachigen öffentlich-rechtlichen Sendern eingetreten werden, die durch die digitale Umstellung zunehmend bedroht und eingeschränkt werden;

- Darüber hinaus wäre es nach wie vor angebracht, den Vertrieb eines zweisprachigen regionalen Kulturmagazins zu unterstützen, das sich hauptsächlich der regionalen Sprache, Geschichte und Kultur widmet;
- die Erstellung und Verbreitung einer oder mehrerer zweisprachiger Jugendzeitschriften mit modernen Themen, die für diese Altersgruppe von Interesse sind, unterstützen;
- die Gründung eines Unternehmens für die Synchronisation von Filmen und DVDs im elsässischen Dialekt zu fördern;
- Das Ziel wäre auch, die Wiederherstellung, Erhaltung und Förderung von kulturellen (audiovisuellen) Werken in der Regionalsprache zu gewährleisten.

Alle Gebietskörperschaften könnten die regionale Sprach- und Kulturpolitik einem stellvertretenden Bürgermeister oder Vizepräsidenten widmen. Ab einer gewissen Größe könnten die Gebietskörperschaften diesen Bereich auch einem speziellen Politikbeauftragten anvertrauen.

Aufruf zur Querfinanzierung des Unterrichts für Französisch und Deutsch am Oberrhein

Die deutsch-französische Zusammenarbeit wird, sowohl im Hinblick auf die Verständigung und die Kommunikation zwischen den Bürgern und Bürgerinnen wie auch in wirtschaftlicher Hinsicht, insbesondere auf der Ebene der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit, umso erfolgreicher werden, je besser die jeweilige Partnersprache beherrscht und die deutsch-französische Zweisprachigkeit gefestigt wird.

Es ist jedoch offensichtlich, dass die Kenntnis und die Beherrschung der deutschen Sprache in den an Deutschland angrenzenden französischen Gebieten und umgekehrt der französischen Sprache in den an Frankreich angrenzenden deutschen Gebieten erheblich abgenommen haben. Frankreich kann der Rückgang der Beherrschung der französischen Sprache in Deutschland ebenso wenig gleichgültig bleiben, wie umgekehrt auch Deutschland der Rückgang der Beherrschung der deutschen Sprache in Frankreich.

Diese Feststellung ist in Bezug auf die Region Oberrhein aufgrund der historischen und kulturellen Bindungen, die diese Region charakterisieren, von besonderer Bedeutung: Die deutsche Sprache besitzt im Elsass historisch betrachtet einen besonderen Stellenwert und sie ist dort auch offiziell als Regionalsprache anerkannt. Umgekehrt kommt der französischen Sprache in Baden aufgrund der unmittelbaren Nachbarschaft Badens zu Frankreich und den traditionell engen Verbindungen und Verflechtungen zwischen Baden und Frankreich eine besondere Bedeutung zu.

Mit Blick auf eine anzustrebende deutsch-französische Zweisprachigkeit sind beide Länder aufeinander angewiesen. Jedes Land braucht die aktive Unterstützung des anderen, um im Partnerland auf bestmögliche Weise die erforderlichen Sprachkenntnisse zu fördern. Abgesehen von den Maßnahmen, die jeder Staat für sich selbst ergreifen muss, um die Kenntnis der Sprache des Partners in seinem eigenen Hoheitsgebiet zu stärken, ist es eine unverzichtbare Notwendigkeit, dass im Rahmen der deutsch-französischen Freundschaft jeder Staat darüber hinaus verpflichtet wird, seine eigene Sprache auch bei der Bevölkerung des befreundeten Landes zu fördern. Mit anderen Worten: Frankreich muss ermutigt werden, Maßnahmen zugunsten der französischen Sprachkenntnisse in Deutschland zu ergreifen und gleichzeitig muss Deutschland ermutigt werden Maßnahmen zugunsten deutscher Sprachkenntnisse in Frankreich zu ergreifen.

Diese Hilfe kann verschiedene Formen annehmen: Bereitstellung von Pädagogen oder Lehrern, Bereitstellung von Unterrichtsmaterialien, Aufnahme von Studenten aus dem Nachbarland in die eigenen Ausbildungseinrichtungen, aber auch finanzielle Unterstützung für Bildungsprogramme, für öffentliche oder privaten Vereine, die sich im Partnerland engagieren.

Es ist wünschenswert, dass sich entsprechende Formen der sprachlichen Förderung in einer gewissen Parallelität entwickeln. Jeder Partnerstaat und / oder die Gebietskörperschaften, die ihm angehören, könnten sich so durch die Bereitstellung finanzieller Mittel dazu verpflichten, die eigene Sprache im jeweiligen Nachbarland zu fördern. Frankreich würde sich zum Beispiel verpflichten, eine Förderung für die Kenntnis der französischen Sprache in Baden-Württemberg in Höhe von 1 Million Euro bereitzustellen, während Deutschland

und Baden-Württemberg sich zu einem Betrag in gleicher Höhe für die Förderung der deutschen Sprache im Elsass verpflichten würden.

Wir appellieren an die gewählten Amtsträger aller politischen Ebenen und an alle kulturellen Vereinigungen auf beiden Seiten des Rheins, insbesondere aber an die oberrheinischen Gebietskörperschaften, an die Organe und Gremien der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit, an die Eurodistrikte, an den Begleitausschuss der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit und an die Deutsch-Französische Parlamentarische Versammlung, diesen Vorschlag mit allem Nachdruck zu unterstützen.

Aufruf, unterzeichnet von mehr als 1000 Persönlichkeiten aus Politik, Kultur und Wirtschaft aus beiden Seiten des Rheins.

Brief an Frau Bundeskanzlerin

Frau Bundeskanzlerin
Bundeskanzleramt
Willy-Brandt-Straße 1,
D-10557 Berlin

Betreff: Aufruf zur Querfinanzierung des französischen und deutschen Sprachunterrichts am Oberrhein

Sehr geehrte Frau Bundeskanzlerin,

der Verband zweisprachiges Elsass, der 21 Vereine vereint, die sich für die Förderung der regionalen Sprache und Kultur des Elsass einsetzen, , hat neulich einen Aufruf zur Querfinanzierung des französischen und deutschen Sprachunterrichts am Oberrhein lanciert. Er hat die Ehre, Ihnen diesen Aufruf als Anhang mit der Liste der Unterzeichner zuzusenden.

Unser Ansatz ist auf großes Interesse und breite Unterstützung gestoßen. Ohne große Kommunikationsmittel und ohne weiteren Vernetzungen ist es uns gelungen, etwas mehr als 1000 Persönlichkeiten aus Politik, Wirtschaft und Kultur beider Rheinufer zu diesem Text zusammenzubringen, darunter 79 deutsche Gewählte, bzw. Abgeordnete aus dem Europäischen Parlament, dem Bundestag, dem Landtag von Baden-Württemberg und aus Städten Baden-Württembergs, sowie 131 französische Gewählte, bzw. Abgeordnete aus dem Europäischen Parlament, dem Senat, der Nationalversammlung, dem Regionalrat des *Grand Est*, den beiden elsässischen Departementsräten und aus Städten des Elsass.

Frau Bundeskanzlerin, bitte berücksichtigen Sie diesen Appell. Wir würden uns freuen, den Unterzeichnern Ihre Absichten bezüglich der Querfinanzierung des französischen und deutschen Sprachunterrichts am Oberrhein berichten zu können, wobei Frankreich zur Finanzierung des französischen Sprachunterrichts in Baden-Württemberg und Deutschland zur Finanzierung des deutschen Sprachunterrichts im Elsass beitragen würden. Wir würden es begrüßen, wenn wir die Gelegenheit hätten, dies mit Ihnen zu besprechen.

Wir wünschen uns, dass Sie unser Vorgehen als einen Beitrag zur Umsetzung der in den Artikeln 10 und 11 niedergelegten Grundsätze des sogenannten Aachener Vertrags betrachten, der eine verstärkte Zusammenarbeit zwischen Frankreich und Deutschland vorsieht.

Wir haben keinen Zweifel daran, dass Sie für Deutschland großes Interesse haben, den Unterricht der französischen Sprache auf der rechten Rheinseite und den Unterricht der deutschen Sprache auf der linken Rheinseite zu fördern und die Finanzierung zumindest teilweise mit Frankreich zu teilen.

Wie aus der Zustimmung, die unser Appell in der Oberrheinregion erhielt, hervorgeht, gibt es im Elsass, wie in Baden-Württemberg eine klare Forderung, dass diese Region als Einsatzfeld für diesen Unterricht dienen soll, entsprechend der in dem Aufruf vorgeschlagenen finanziellen Modalität.

Bitte nehmen Sie, Frau Bundeskanzlerin, unsere respektvollen Grüße entgegen.

Pierre Klein, président

Ein gleicher Brief wird gesendet:

- an Frau Bundeskanzlerin
- an Frau Ministerin für Bildung und Forschung
- an den Präsidenten des Bundestags und des Bundesrats
- an den Ministerpräsidenten des Landes Baden-Württemberg
- an Frau Ministerin für Kultus, Jugend und Sport
- an den Präsidenten des Landtags von Baden-Württemberg
- an das Regierungspräsidium Freiburg und Karlsruhe

Elsässische Kulturzentren: die das Elsass den Elsässern näher bringen!

Nach dem Vorbild des von der Stadt Straßburg geschaffenen „Lieu d’Europe“, ein Zentrum „der Erziehung zur europäischen Bürgerschaft, das allen offen steht“ und das, „die Aufgabe hat, den Bürgern Europa nahe zu bringen und ihr Gefühl der Zugehörigkeit zu einer Wertegemeinschaft zu stärken“, sollte die Stadt auch ein Zentrum mit den gleichen Zielen in Bezug auf das Elsass schaffen. Ein Zentrum des Elsass also! Genau wie die europäische Identität muss auch die elsässische Identität gefördert, aufgebaut oder wiederhergestellt werden, und zwar nach der gleichen politischen Philosophie, der der Einheit in Vielfalt, der Dialektik Identität-Anderssein. Da der Aufbau der Identität im Wesentlichen das Werk der Gemeinschaft ist, würde dieses elsässische Kulturzentrum der Stadt Straßburg erlauben, die Funktion zu erfüllen, die der Gemeinschaft zusteht, die sie ist und ihren Teil der Verantwortung für die Entwicklung und die Förderung der elsässischen Identität zu übernehmen.

Dieses elsässische Kulturzentrum wäre ein Ort für Dokumentationen, Begegnungen und Debatten, ein Instrument des Wissens und der Vermittlung der Geschichte und des kulturellen Reichtums der Region, aber auch ein Laboratorium für Projekte, insbesondere für junge Menschen. Es wäre offen für die gesamte Bevölkerung.

Aber nicht nur Strasbourg! Die Gebietskörperschaften des Elsass, zumindest die wichtigsten, und vor allem diejenigen, die die Charta der Gebietskörperschaften zur Förderung der Regionalsprache unterzeichnet haben, sollten jeweils auf eigene Rechnung an der Schaffung eines solchen Zentrums arbeiten. So könnte ein ganzes Netzwerk entstehen.

Das Projekt EKZ, das auch unter anderen Namen formuliert wurde (Elsässisches Kulturinstitut, Häuser der regionalen Sprache und Kultur, Häuser des Elsass), steht im Einklang mit Initiativen, die in vielen anderen Regionen in Form einer oder mehrerer spezialisierter Strukturen (z. B. Institute für okzitanische Studien) ins Leben gerufen wurden, die von der öffentlichen Hand finanziert werden und sich speziell der regionalen Kultur widmen, und zwar nicht im Sinne der Produktion von Shows, sondern im Sinne von Forschung, Analyse, Übertragung, Ausbildung und Debatte. Eine solche Initiative ist auch im Elsass notwendig.

Warum lokale Behörden? Identitäten sind Konstruktionen, die durch Sozialisation entstehen. Plural und sich entwickelnd, können sie nicht darauf verzichten, ständig im Aufbau zu sein. Sonst frieren sie ein, verfallen und fallen auseinander. Geboren aus der Identifikation, kommen sie ohne Übertragung nicht aus. Man kann sich nicht mit dem identifizieren, was man nicht kennt. Und die Übertragung ist in erster Linie eine Angelegenheit der Gemeinde.

Der Umfang dieser elsässischen Kulturzentren könnte folgende Bereiche umfassen: Kunst und Architektur, Geschichte, Religion, Anthropologie, Kulturerbe, Geographie, Territorien und Umwelt, Oberrhein und grenzüberschreitende Beziehungen, Musik und Tanz, Literatur, mündliche Ausdrucksformen, Wirtschaft und Recht.

Die entwickelten Aktionen könnten folgende Formen annehmen: Organisation von Veranstaltungen: Kolloquien, Konferenzen, Debatten, Treffen, Schulungen, Ausstellungen, verschiedene Events; Editionen und Publikationen; Verbreitung der Geschichte des Elsass (Publikationen, Datenbanken, etc.); Zentrum für dokumentarische Ressourcen (in Verbindung mit Canopé-CRDP und elsässischen Verlegern); Zusammenarbeit und Unterstützung von Aktionen zur Förderung der elsässischen Kultur und Identität; Intervention in Schulen; Verleihung von Labels; Zusammenarbeit mit Theatern und Radios in der Regionalsprache...

Definition der Regionalsprache des Elsass: Auszüge aus offiziellen Texten

Rahmenkonvention zur mehrsprachigen Regionalpolitik für den Zeitraum 2015- 2030:

„Als Regionalsprache wird die deutsche Sprache in ihrer Standardform und in ihren dialektalen Varianten (Alemannisch und Fränkisch) verstanden. Diese Definition schließt die parallele Anerkennung von Romanisch (Welsch), Jiddisch und Sinti (Manouche), die in der Region als Ausdruck ihres kulturellen und historischen Reichtums verwendet werden, nicht aus.“

Unterzeichnet 2015 von: der Präfektur der Region Elsass, der Akademie von Straßburg, der Regionalrat des Elsass, dem Departementrat des Unterelsass und dem Departementrat des Oberelsass.

Operative Vereinbarung zur mehrsprachigen Regionalpolitik im Bildungssystem im Elsass, Zeitraum 2018-2022:

„Die Region Grand Est, das Département Bas-Rhin und das Département Haut-Rhin, die Mitunterzeichner des Rahmenabkommens und dieser operativen Vereinbarung sind, bündeln ihre Anstrengungen, um eine mehrsprachige Regionalpolitik zu entwickeln, die auf dem Erlernen des Französischen einerseits und der Regionalsprache in ihren beiden Formen - dem Standarddeutsch und den im Elsass gesprochenen Dialekten - andererseits, basiert. Diese Politik der Mehrsprachigkeit soll es jedem Einwohner der Region Elsass ermöglichen, sich seiner historischen, geografischen und kulturellen Zugehörigkeit zum deutsch-französisch-schweizerischen Ober rheingebiet bewusst zu sein, Zugang zu einem Schulangebot zu haben, das es ihm ermöglicht, die Zweisprachigkeit und dann die operative Mehrsprachigkeit anzustreben, seine dialektalen Fähigkeiten zu entwickeln und zu stärken und eine grenzüberschreitende Beschäftigungsfähigkeit zu beanspruchen.“

Unterzeichnet im Jahr 2018 von: der Präfektur der Region Grand Est, der Akademie Straßburg, der Regionalrat Grand Est, dem Departementrat des Unterelsass und dem Departementrat des Oberelsass.

Gesetz n° 2019-816 vom 2. August 2019 über die Zuständigkeiten der Europäischen Gebietskörperschaft Elsass, Art. L. 3431-4:

„Die Europäische Gebietskörperschaft Elsass gründet ein strategisches Komitee für den Unterricht des Deutschen in seiner Standardform und seinen dialektalen Varianten im Elsass, in dem das Rektorat und die betroffenen Gebietskörperschaften vertreten sind und dessen Hauptaufgaben darin bestehen, eine Strategie zur Förderung des Deutschen in seiner Standardform und seinen dialektalen Varianten zu definieren, den Unterricht zu evaluieren und die Interaktion mit der öffentlichen Kultur- und Jugendpolitik zu fördern.

Französisches Parlament

Statuts de l'association

Extraits

Article 1 : Constitution et dénomination

Entre toutes les associations qui adhèrent aux présents statuts, il est formé une association dénommée : « Fédération Alsace bilingue - *Verband zweisprachiges Elsass* », fédération des associations d'Alsace et de Moselle pour la langue et la culture régionales - *Föderative Vereinigung für die regionale Sprache und Kultur* », désignée ci-après comme « la fédération - *der Verband* ».

Article 2 : Objet

La fédération a pour but d'organiser, dans le respect de leur autonomie, la coordination des associations membres dans le domaine de l'action pour le développement de la langue et la culture régionales en Alsace et en Moselle. A cette fin, la fédération aura pour mission :

- de favoriser la création d'outils de travail et de communication communs aux associations membres,
- d'assurer avec l'accord des associations membres et selon des modalités convenues en commun l'expression des positions communes des associations membres,
- de représenter en tant que nécessaire les associations membres auprès des pouvoirs publics et des médias,
- de réaliser les travaux délégés par les associations membres,
- d'engager toute action juridique en rapport avec son objet.

Au sens des associations membres, la langue régionale est l'allemand, à la fois sous la forme des dialectes alémaniques et franciques de la région et sous la forme de l'allemand standard.

La culture régionale est culture en Alsace. Elle trouve notamment son expression en français, en allemand standard ou en allemand dialectal. Elle est culture bilingue constituée des cultures française, allemande et proprement alsacienne. Elle est à la fois une et diverse.

En effet, si l'on veut bien considérer que l'allemand est alsacien, comme l'alsacien est allemand, alors non seulement Weckmann est culturellement Alsacien, mais aussi Goethe qui tient ici compagnie à Molière et à Voltaire. Ce faisant, la culture alsacienne ainsi considérée ouvre aux univers culturels français et allemand, et pas qu'à eux. En même temps, elle en vit et y contribue.

La culture est à la base de l'unité de l'Alsace, en même temps que son originalité la plus tangible. Elle se caractérise essentiellement par son intensité, sa profondeur et sa pluralité. Cette dernière trouve ses origines dans les apports successifs qui, aujourd'hui, se confondent de bien des façons pour former la culture alsacienne. Aussi, l'Alsace peut-elle être décrite comme une terre d'échange et de synthèse. Les choses cependant, n'ont pas été et ne sont pas toujours simples. Les ruptures et les affrontements politiques et nationalistes, l'érosion actuelle de pans entiers de la culture alsacienne et la perte de repères qui l'accompagne ne sont pas sans créer des interrogations, des doutes et des malaises.

Article 3 : Moyens d'action

Les moyens d'action de l'association sont notamment :

la tenue de réunions de travail et d'assemblées périodiques

la vente permanente ou occasionnelle de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet ou susceptible de contribuer à sa réalisation

toutes initiatives pouvant aider à la réalisation de l'objet de l'association

FAB

VZE

Fédération Alsace bilingue -

ABCM, AJFE, APEPA, CPA, CUBI, d'Kinderstüb, Eltern Alsace, FEC, FILAL, Grenz'up, Heimetsproch un Tradition, ICA, Misela, OMA, Regioschule, SACBA, Schick'Süd, Schwalmela, Sprochrenner, Elsass Üssbildung, unsri Gschicht.

La fédération regroupe 21 associations qui travaillent à la promotion de la langue et de la culture régionales et, par elles, plusieurs milliers de membres.

Satzung des Vereins

Auszüge

Artikel 1 : Satzung und Name

Zwischen allen Vereinen, die sich an die vorliegenden Statuten halten, wird eine Vereinigung gebildet, die den Namen :

"Fédération Alsace bilingue - Verband zweisprachiges Elsass", Föderative Vereinigung für die regionale Sprache und Kultur im Elsass und an der Mosel, im Folgenden als "der Verband" bezeichnet.

Artikel 2: Zweck

Zweck des Verbandes ist es, unter Wahrung ihrer Autonomie die Koordination der Mitgliedsvereine im Bereich der Maßnahmen zur Entwicklung der regionalen Sprache und Kultur im Elsass und an der Mosel zu organisieren. Zu diesem Zweck wird die Föderation folgende Aufgaben haben

- die Schaffung von gemeinsamen Arbeits- und Kommunikationsmitteln der Mitgliedsverbände zu fördern,
- im Einvernehmen mit den Mitgliedsverbänden und nach gemeinsam vereinbarten Verfahren die Äußerung der gemeinsamen Standpunkte der Mitgliedsverbände sicherzustellen,
- die Mitgliedsverbände bei Bedarf gegenüber den Behörden und den Medien zu vertreten,
- die von den Mitgliedsverbänden delegierten Arbeiten auszuführen,
- rechtliche Schritte in Bezug auf seinen Zweck einzuleiten.

Für die Mitgliedsverbände ist die Regionalsprache Deutsch, sowohl in Form der alemannischen und fränkischen Dialekte der Region als auch in Form von Hochdeutsch.

Die regionale Kultur ist eine Kultur im Elsass. Sie findet ihren Ausdruck im Französischen, im Standarddeutschen oder im Dialektdeutschen. Es ist eine zweisprachige Kultur, die sich aus der französischen, deutschen und speziell der elsässischen Kultur zusammensetzt. Es ist sowohl eins als auch vielfältig.

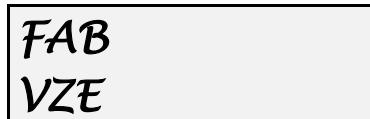
Wenn man nämlich davon ausgeht, dass Deutsch elsässisch ist, wie Elsässisch deutsch ist, dann ist nicht nur Weckmann kulturell Elsässer, sondern auch Goethe, der hier mit Molière und Voltaire verkehrt. So betrachtet öffnet sich die elsässische Kultur nicht nur für die französische und deutsche Kulturwelt, sondern auch für diese. Gleichzeitig lebt sie und trägt zu ihnen bei.

Die Kultur ist die Grundlage für die Einheit des Elsass, aber auch seine greifbarste Originalität. Es zeichnet sich im Wesentlichen durch seine Intensität, seine Tiefe und seine Pluralität aus. Letztere findet ihren Ursprung in den sukzessiven Beiträgen, die heute in vielerlei Hinsicht zur elsässischen Kultur verschmelzen. So kann das Elsass als ein Land des Austauschs und der Synthese beschrieben werden. Doch die Dinge waren und sind nicht immer einfach. Die politischen und nationalistischen Brüche und Konfrontationen, die aktuelle Erosion ganzer Teile der elsässischen Kultur und der damit einhergehende Verlust von Bezugspunkten bleiben nicht ohne Fragen, Zweifel und Unbehagen.

Artikel 3 : Mittel zum Zweck

Handlungsmittel des Vereins sind insbesondere:

- die Abhaltung von Arbeitstreffen und periodischen Versammlungen
- der ständige oder gelegentliche Verkauf aller Produkte oder Dienstleistungen, die in den Rahmen des Unternehmensgegenstandes fallen oder zu dessen Verwirklichung beitragen können
- alle Initiativen, die zur Erreichung des Vereinszwecks beitragen können



Verband zweisprachiges Elsass

ABCM, AJFE, APEPA, CPA, CUBI, d'Kinderstub, Eltern Alsace, FEC, FILAL, Grenz'up, Heimetsproch un Trädiction, ICA, Misela, OMA, Regioschule, SACBA, Schick'süd, Schwalmela, Sprochrenner, Elsass Üssbildung, unsri Gschicht.

Der Verband vereint 21 Vereine, die sich für die Förderung der regionalen Sprache und Kultur einsetzen, und über sie mehrere tausend Mitglieder.

